



ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-25

Directeur des poursuites
criminelles et pénales

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Document préparé par le
Directeur des poursuites criminelles et pénales

ÉTUDES DES CRÉDITS 2024-25

Directeur des poursuites
criminelles et pénales

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
FICHE CRÉDITS 06-01-2		01
FICHE CRÉDITS 06-02-2		02
FICHE CRÉDITS 06-03-2		03
FICHE EFFECTIFS 06-01		04
FICHE EFFECTIFS 06-02		05
FICHE EFFECTIFS 06-03		06
FICHE MANDATS 06-01-1		07
FICHE MANDATS 06-02-1		12
FICHE MANDATS 06-03-1		18
G.1	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 : A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.); E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F) LE MONTANT DÉPENSÉ POUR L'ACHAT DE CRÉDITS CARBONE VISANT À COMPENSER LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE GÉNÉRÉES PAR LE VOYAGE; G) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; H) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT; I) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	20
G.2	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2023-2024 : A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C) LES COÛTS VENTILÉS; D) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.	23
G.3	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024 , ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025; B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE.	24
G.4	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT : PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;	25

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
	B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT; PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.; M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT. O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.	
G.5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE. DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE : D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025; E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS; F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU; H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.	27
G.6	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT : A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F) L'ÉCHÉANCIER; G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.	29
G.7	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE : B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT; E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.	37

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.8	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 : A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.	38
G.9	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDiquer : A) LE NOM DU PROJET; B) LA NATURE DU PROJET; C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET; E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET; F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE; G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR; J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET; K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : -LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. L) INDiquer SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS. M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2023-2024.	39
G.11	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : A) LA PHOTOCOPIE; B) LE MOBILIER DE BUREAU; C) L'AMEUBLEMENT; D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : I. A) AU QUÉBEC; II. B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.	40

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.12	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT); F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H) LES NOMS DES FOURNISSEURS; I) LES ORDINATEURS PORTABLES; J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.	41
G.13A	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;	42
G.13B	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;	42
G.13C	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;	43
G.13D	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;	44
G.13E	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) : - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.	45
G.13F	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;	46
G.13G	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;	47

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.13H	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : I) LE NOMBRE DE PERSONNES LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;	48
G.13I	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : J) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);	49
G.13J	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;	50
G.13K	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;	51
G.13L	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;	52
G.13M	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;	53
G.13N	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;	54
G.13O	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;	55
G.13P	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : R) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;	56
G.13Q	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 : S) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.	57

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.14	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	58
G.15	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ; C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION; D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS E) LA DURÉE DU BAIL; F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION. H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE; I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.	59
G.16	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024, FOURNIR : A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.	64
G.17	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A) LES DATES DES TRAVAUX; B) LES COÛTS; C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	65
G.19	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C) LE MONTANT ATTRIBUÉ; D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	66
G.22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C) PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	67
G.24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A) LE COÛT DE CHACUN; B) LE FOURNISSEUR; C) LA NATURE DU SERVICE. D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.	68

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	69
G.26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. H) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; I) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	70
G.30	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	71
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	72
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ET 2025-2026, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDiquer DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	73
G.34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	74
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	75
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	76
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	77
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	78

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.	79
G.43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A) LA DATE; B) LA NATURE; C) LES QUESTIONS POSÉES; D) LES RÉPONSES; E) LA FIRME RETENUE; F) LES COÛTS.	80
G.49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2024-2025 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ	81
G.50	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B) NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2024; D) PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E) NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	82
G.51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	83
G.52	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 : A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	84
G.54	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.	86
G.55	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025. INDIQUER : A) LE LIEU; B) LE COÛT; C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	87

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
G.56	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025 : A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	88
G.57	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2024-2025 : A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2024-2025 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	89
G.58	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION; B) LE TYPE D'INCIDENTS; C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.	90
G.59	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉES; C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	91
G.71	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2023-2024 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D) LE MONTANT ACCORDÉ; E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;	92
G.72	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2023-2024 : A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE); C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	93
G.73	POUR 2023-2024, LE NOMBRE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A) FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B) FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.	94
G.74	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	95

NOTA : À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024.

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2024-2025				Livre des crédits 2023-2024	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins :	Plus :	Crédits		\$	%
		Amortissement	Investissements	Totaux			
Rémunération	16 453,2			16 453,2	16 281,7	171,5	1,1
Fonctionnement	4 862,3			4 862,3	4 693,3	169,0	3,6
Transfert							
Affectation à un fonds spécial							
Prêts, Placements, Avances							
Immobilisations tangibles							
Immobilisations en ressources informationnelles							
Créances douteuses							
TOTAL	21 315,5	0,0	0,0	21 315,5	20 975,0	340,5	1,6

Amortissement		0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
---------------	--	-----	--	-----	-----	-----	-----

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont augmenté de 1,6 % par rapport aux crédits de l'année 2023-2024.
Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 171,5 ou 1,1 %

• Indexation salariale de 2,3 % prévue en 2024-2025, conformément aux offres patronales	376,0
• Bonification du régime de rentes du Québec	11,4
• Stratégie 2023-2027 en révision des programmes - Budget 2024-2025	(53,5)
• Amélioration du cadre financier - Budget 2024-2025	(216,1)
• Réaménagement budgétaire suite à la révision du budget attribuable à l'Élément 1	53,7
	171,5

Fonctionnement : 169,0 ou 3,6 %

• Amélioration du cadre financier - Budget 2024-2025	(110,0)
• Réaménagement budgétaire suite à la révision du budget attribuable à l'Élément 1	279,0
	169,0

Total : 340,5

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2024-2025				Livre des crédits 2023-2024	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux		\$	%
Rémunération	157 423,5			157 423,5	156 768,1	655,4	0,4
Fonctionnement	39 890,7	2 240,2		37 650,5	40 357,1	(2 706,6)	(6,7)
Transfert							
Affectation à un fonds spécial							
Prêts, Placements, Avances			1,0	1,0	1,0	0,0	-
Immobilisations tangibles			404,0	404,0	1 103,8	(699,8)	(63,4)
Immobilisations en ressources informationnelles			1 594,4	1 594,4	1 467,5	126,9	8,6
Créances douteuses							
TOTAL	197 314,2	2 240,2	1 999,4	197 073,4	199 697,5	(2 624,1)	(1,3)
Amortissement		2 240,2		2 240,2	2 270,0	(29,8)	(1,3)

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont diminué de 1,3 % par rapport aux crédits de l'année 2023-2024.
Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 655,4 \$ ou 0,4 %

• Indexation salariale de 2.3 % prévue en 2024-2025, conformément aux offres patronales	3 297,2
• Réaménagement budgétaire suite à la révision du budget attribuable à l'Élément 1	(53,7)
• Visiocomparution les fins de semaine et les jours fériés	500,0
• Bonification du régime de rentes du Québec	125,7
• Plan de modernisation de la justice	111,3
• Lutte contre la prolifération des armes à feu - Escouade Centaure	83,5
• Stratégie intégrée violence sexuelle, conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	61,9
• Plan d'action visant à contrer l'exploitation sexuelle des mineurs	38,1
• Plan d'action développement social et culturel des Premières Nations et Inuits 2022-2027	3,3
• Lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation - mesure 3	3,2
• Initiatives prioritaires visant à favoriser le bien-être des communautés autochtones	2,1
• Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence conjugale et sexuelle	(797,0)
• Implantation d'un système de poursuite verticale - Féminicides	(143,3)
• Stratégie 2023-2027 en révision des programmes – Budget 2024-2025	(511,0)
• Amélioration du cadre financier – Budget 2024-2025	(2 065,9)
	655,4

Fonctionnement : (2 706,6 \$) ou (6,7 %)

• Ajustement du loyer de la SQI - Hausse des tarifs	523,9
• Implantation d'un système de poursuite verticale - Féminicides	182,7
• Réaménagement budgétaire suite à la révision du budget attribuable à l'Élément 1	(279,0)
• Plan d'action développement social et culturel des Premières Nations et Inuits 2022-2027	5,7
• Plan d'action visant à contrer l'exploitation sexuelle des mineurs	(3,4)
• Projet immobilier: Palais de justice de Rimouski	(40,0)
• Stratégie intégrée violence sexuelle, conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	(71,5)
• Plan de modernisation de la justice	(129,5)
• Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence conjugale et sexuelle	(495,4)
• Gestion du changement en lien avec le programme GESTE	(1 010,1)
• Amélioration du cadre financier – Budget 2024-2025	(1 390,0)
	(2 706,6)

Prêts, placements, avances :

- Aucune variation

Immobilisations tangibles : (699,8 \$) ou (63,4 %)

• Ajustement en lien avec divers projets immobiliers	6,0
• Ajustement concernant l'aménagement des nouveaux milieux de travail axés sur les activités	(705,8)
	(699,8)

Immobilisations en ressources informationnelles : 126,9 \$ ou 8,6 %

• Acquisitions de matériels et équipements RI	499,4
• Ajustement de plusieurs projets informatiques incluant le programme GESTE	(372,5)
	126,9

Total : (2 624,1)

Amortissement

• Stratégie intégrée violence sexuelle, conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027	9,6
• Implantation d'un système de poursuite verticale - Féminicides	(39,4)
	(29,8)

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars)

SUPERCATÉGORIES	2024-2025				Livre des crédits 2023-2024	VARIATION	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux		\$	%
Rémunération	111,0			111,0	182,1	(71,1)	(39,0)
Fonctionnement	190,0			190,0	271,5	(81,5)	(30,0)
Transfert				0,0	0,0		
Affectation à un fonds spécial				0,0	0,0		
Prêts, Placements, Avances				0,0	0,0		
Immobilisations tangibles				0,0	0,0		
Immobilisations en ressources informationnelles				0,0	0,0		
Créances douteuses				0,0	0,0		
TOTAL	301,0	0,0	0,0	301,0	453,6	(152,6)	(33,6)

Amortissement		0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
---------------	--	-----	--	-----	-----	-----	-----

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont diminué de 33,6 % par rapport aux crédits de l'année 2023-2024.
Cette augmentation résulte des facteurs suivants :

Rémunération : (71,1) ou (39,0%)

- Ajustement de la dépense probable non récurrente en 2023-2024

(71,2)
- Bonification du régime de rentes du Québec

0,1
- (71,1)

Fonctionnement : (81,5) ou (30,0%)

- Ajustement de la dépense probable non récurrente en 2023-2024

(81,5)

Total : (152,6)

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 25 (mars 2024)	Personnes à la paie 24 (février 2023)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	4	(1)	(25,0)
Postes d'encadrement	14	13	1	7,7
Juges	0	0	0	0,0
Cadres juridiques	0	0	0	0,0
Procureur(e)s aux poursuites criminelles et pénales	18	20	(2)	(10,0)
Procureur(e)s en chef	3	2	1	50,0
Procureur(e)s en chef adjoint(e)s	4	3	1	33,3
Avocates, avocats et notaires	1	1	0	0,0
Professionnelles, professionnels	82	86	(4)	(4,7)
Techniciennes, techniciens	51	45	6	13,3
Personnel de bureau	4	4	0	0,0
PERSONNES*	180	178	2	1,1

*Source: SAGIR, Direction des ressources humaines.

Les unités administratives classées sous la rubrique Direction, gouvernance et administration (06-01) sont les suivantes:

- Bureau du directeur (6106)
- Bureau des mandats organisationnels (6105)
- Secrétariat général (6102)
- Direction des communications (6104)
- Bureau du directeur général de l'administration (6201)
- Direction des ressources financières et matérielles (6202)
- Direction générale associée aux technologies de l'information(6203)
- Direction des ressources humaines (6204)

Le nombre de personnes est comparable à l'an dernier. L'écart peut s'expliquer par le nombre de postes vacants au moment de la lecture des données.

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 25 (mars 2024)	Personnes à la paie 24 (février 2023)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	0	0	0	0,0
Postes d'encadrement	14	13	1	7,7
Juges	0	0	0	0,0
Cadres juridiques	0	0	0	0,0
Procureur(e)s aux poursuites criminelles et pénales	811	765	46	6,0
Procureur(e)s en chef	12	11	1	9,1
Procureur(e)s en chef adjoint(e)s	61	63	(2)	(3,2)
Avocates, avocats et notaires	8	7	1	14,3
Professionnelles, professionnels	31	29	2	6,9
Techniciennes, techniciens	199	175	24	13,7
Personnel de bureau	179	164	15	9,1
PERSONNES*	1 315	1 227	88	7,2

*Source: SAGIR, Direction des ressources humaines.

On retrouve dans cette catégorie, l'ensemble du personnel du Directeur des poursuites criminelles et pénales qui n'est pas inclus dans la direction, gouvernance et administration ou dans le comité de rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

La variation du nombre de personnes s'explique principalement par l'ajout d'effectifs autorisés par les CT tribunal spécialisé, rebâtir la confiance, Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs(CSESM), Commission d'examen sur les troubles mentaux (CETM), Féminicides, récupération d'actifs criminels et par le nombre de postes vacants au moment de la lecture des données.

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 25 (mars 2024)	Personnes à la paie 24 (février 2023)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	3	0	0,0
Postes d'encadrement	0	0	0	0,0
Juges	0	0	0	0,0
Cadres juridiques	0	0	0	0,0
Procureur(e)s aux poursuites criminelles et pénales	0	0	0	0,0
Procureur(e)s en chef	0	0	0	0,0
Procureur(e)s en chef adjoint(e)s	0	0	0	0,0
Avocates, avocats et notaires	0	0	0	0,0
Professionnelles, professionnels	0	0	0	0,0
Techniciennes, techniciens	0	0	0	0,0
Personnel de bureau	0	0	0	0,0
PERSONNES*	3	3	0	0,0

*Source: SAGIR, Direction des ressources humaines.

Les membres du comité apparaissent dans la liste des employés à la paie 25 de l'exercice 2023-2024.

Les 3 membres du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales (Comité) reçoivent une rémunération du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), mais n'apparaissent pas dans ses effectifs. Bien que la Direction des ressources humaines doivent procéder à la création de ces postes dans SAGIR, ceux-ci n'ont aucun numéro de poste d'attribué au DPCP, mais seulement un numéro d'employé pour des fins de rémunération. En effet, le ministère du Conseil exécutif a confirmé que les membres du Comité ont une charge d'emploi supérieur (corps d'emploi 899) et que le revenu de cette charge est considéré comme un revenu d'emploi duquel il faut soustraire les différentes déductions à la source liées à ce revenu. C'est pour cette raison qu'ils doivent être créés à SAGIR.

Afin de procéder au paiement, le DPCP reçoit et compile les feuilles de temps pour ces trois membres et les transmet au service de la rémunération des titulaires d'emplois supérieurs au ministère de la Cybersécurité et du Numérique du Québec qui veille à la saisie.

PROGRAMME	06	ÉLÉMENT	01
MANDAT	Direction, gouvernance et administration		
Le Directeur des poursuites criminelles et pénales			
Mission			
Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) fournit, au nom de l'État, un service de poursuites criminelles et pénales indépendant de toute considération de nature politique, et ce, de façon à préserver l'intégrité du processus judiciaire tout en assurant la protection de la société, dans la recherche de l'intérêt de la justice et de l'intérêt public, de même que dans le respect de la règle de droit et des intérêts légitimes des personnes victimes et des témoins.			
Principales fonctions et pouvoirs			
Le DPCP est un organisme institué en 2007 par la Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales (LDPCP) (RLRQ, c. D-9.1.1). L'objectif visé par la création du DPCP est d'accroître les garanties d'indépendance constitutionnelle liées à la fonction de poursuivant public. L'organisme est administré par un dirigeant nommé sur motion du premier ministre et avec l'approbation des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, le directeur, ainsi que les trois directeurs adjoints, lesquels sont nommés par le gouvernement.			
La LDPCP confie au directeur la responsabilité de diriger pour l'État, sous l'autorité générale du ministre de la Justice et procureur général, les poursuites criminelles et pénales avec l'indépendance que la loi lui accorde.			
Pour l'essentiel, cette loi attribue au DPCP la fonction d'agir comme poursuivant dans les affaires découlant de l'application du <i>Code criminel</i>¹, de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>² (LSJPA) et de toute autre loi fédérale ou règle de droit pour laquelle le procureur général du Québec a l'autorité pour agir comme poursuivant. Elle confie en outre au DPCP la responsabilité d'agir aussi comme poursuivant dans toute affaire où le <i>Code de procédure pénale</i>³ trouve application.			
Le directeur exerce également toutes les fonctions utiles à l'exécution de sa mission, y compris pour autoriser une poursuite, pour porter une affaire en appel et pour voir à l'exécution de toute autre fonction que le procureur général ou le ministre de la Justice lui confie.			
Le directeur doit aussi prendre les mesures nécessaires pour assurer la prise en compte des intérêts légitimes des personnes victimes ainsi que le respect et la protection des témoins. Il est en outre appelé à conseiller les agents de la paix et les personnes responsables de l'application des lois relativement à tous les aspects d'une enquête ou d'une poursuite en matière criminelle ou pénale.			
Enfin, le DPCP exerce, pour le compte du procureur général, les responsabilités que la <i>Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégale</i>⁴ lui confie. Le Service de la gestion des biens du DPCP assume la gestion et la coordination des activités qui découlent des obligations de cette loi, en plus d'assurer l'application du décret de partage du produit des biens confisqués en matière criminelle⁵.			
Structure organisationnelle			
L'organisation du DPCP est un réseau intégré de services composé du Bureau du directeur (BD), lequel comprend aussi les trois directeurs adjoints, d'un Secrétariat général (SG), du Bureau du service juridique, de cinq bureaux à vocation particulière, dont le Bureau des affaires de la jeunesse, le Bureau des affaires pénales, le Bureau de service-conseil, le Bureau des mandats organisationnels et le Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales ainsi que de sept bureaux régionaux.⁶			

¹ *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46.

² *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, L.C. 2002, ch. 1.

³ *Code de procédure pénale*, RLRQ, c. C-25.1.

⁴ *Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales*, RLRQ, c. C-52.2.

⁵ Décret 349-99 concernant le partage du produit des biens visés à l'article 32.19 de la *Loi sur le ministère de la Justice* (1999) 131 G.O.Q. II, 1300.

⁶ Les sept bureaux régionaux sont le Bureau de Montréal, le Bureau de Québec, le Bureau du Nord-du-Québec, le Bureau du Sud du Québec, le Bureau de l'Est du Québec, le Bureau de l'Ouest du Québec et le Bureau du Centre-du-Québec.

PROGRAMME	06	ÉLÉMENT	01
MANDAT	Direction, gouvernance et administration		
À l'échelle du Québec, le DPCP compte un siège social et 38 points de service permanents qui offrent les services de poursuites. Des services sont également offerts de manière itinérante dans 41 autres localités, particulièrement auprès de communautés autochtones. Bureau du directeur La mission du BD consiste notamment à assister le directeur dans la préparation, le développement et le suivi des actions nécessaires à l'accomplissement des fonctions et responsabilités qui lui sont dévolues par la LDPCP. Il assure les relations avec le cabinet du ministre de la Justice et procureur général. Il est également appelé à soutenir le directeur dans le cadre des rapports institutionnels avec les intervenants du système de justice de même qu'avec les ministères et organismes avec lesquels le DPCP peut être appelé à collaborer. Le BD voit à l'application de la LDPCP et des Directives, ainsi qu'à l'intégration des Orientations et mesures du ministre de la Justice. Le BD travaille au développement des orientations stratégiques du DPCP, incluant les changements touchant aux directives de l'institution. Il est d'ailleurs responsable du Greffe des directives ainsi que de la production du rapport annuel de gestion. Il représente le DPCP au sein de forums intergouvernementaux qui traitent notamment de questions relatives à l'évolution du droit criminel comme celui de la Conférence sur l'harmonisation des lois du Canada et appuie le directeur dans le cadre de différents comités impliquant nos partenaires québécois ou fédéraux, provinciaux et territoriaux dont les autres poursuivants canadiens. Dans le cadre de son mandat, le BD coordonne les actions du DPCP en matière de communications publiques et conseille le directeur dans les interventions publiques au nom de l'institution. Le Bureau du directeur assume aussi la responsabilité dévolue à l'audit interne⁷ au sein de l'institution. L'audit interne est une fonction qui vise à appuyer le directeur dans l'amélioration de la gestion de l'organisation et l'atteinte de ses objectifs. Elle permet principalement de fournir au directeur une assurance objective quant à l'efficacité de la gouvernance, des processus de gestion des risques ainsi que de la conformité des mécanismes de contrôle interne des activités du DPCP. En outre, cette fonction permet d'identifier des pistes d'amélioration afin d'appuyer le directeur dans sa responsabilité de maintenir un contrôle global sur les activités de l'organisation. Enfin, le Comité d'audit interne (CAD) est constitué par le directeur et est composé de trois membres indépendants. Sous réserve du mandat établi par le directeur, le CAD s'intéresse principalement à l'intégrité de l'information financière, à la fonction d'audit, aux états financiers, aux budgets, aux mécanismes de contrôle interne, à la gestion intégrée des risques et à la gestion optimale des ressources. De façon générale, le CAD a pour mandat d'exercer un rôle-conseil au regard des processus de reddition de comptes et s'assure des activités et des systèmes de contrôle interne du DPCP. Direction des communications La Direction des communications relève du BD et contribue au rayonnement de l'institution, à la compréhension du fonctionnement du système de justice criminelle et pénale, du rôle du DPCP au sein de celui-ci et de ses décisions par la diffusion de l'information pertinente sur les différents médias sociaux et autres plateformes numériques. Les deux porte-paroles s'assurent également de répondre en toute transparence et de façon contemporaine aux questions des médias en lien avec l'actualité judiciaire et d'accompagner les procureurs du réseau dans leurs interactions avec ceux-ci.			

⁷ La fonction de l'audit a été transférée officiellement au Bureau du directeur le 20 décembre 2023. Cependant, quelques dépenses sont toujours imputées au Secrétariat général, lequel assumait auparavant les activités d'audit.

PROGRAMME	06	ÉLÉMENT	01
MANDAT	Direction, gouvernance et administration		
Secrétariat général			
Le SG veille au respect des obligations législatives et réglementaires incombant au DPCP à titre d'organisme gouvernemental. • Il est responsable de la planification stratégique, de la Déclaration de services et de la Politique du traitement des plaintes formulées par les citoyennes et citoyens. Il prend les mesures administratives adéquates pour assurer la qualité des services offerts aux citoyens et traiter leurs demandes. • Il exerce diverses fonctions en matière de gouvernance pour l'institution en lien avec les affaires courantes. • Il est responsable de la reddition de comptes pour l'institution. • Il traite les demandes d'accès à l'information en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et ses règlements. • Il met en œuvre les exigences de la Loi sur le développement durable, la Politique gouvernementale relative à l'emploi de la langue française dans l'Administration, la Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État, les Lignes directrices portant sur le traitement d'une demande d'accommodement pour un motif religieux et la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. • Il est responsable du traitement de questions touchant l'éthique. • Il effectue les activités requises en matière de gestion des risques, d'évaluation de programmes et d'amélioration continue pour l'institution. • Il coordonne le programme de mentorat à l'intention des procureures et des procureurs. • Il coordonne les relations internationales et les communications de l'institution avec les autres ministères et organismes, sauf pour les questions d'incidence juridique. • Il assure la liaison avec les partenaires en vue de la préparation de dossiers ou de documents officiels impliquant tout ministère ou organisme du Québec, le gouvernement fédéral, les gouvernements des autres provinces ou territoires du Canada et les gouvernements étrangers. • Il assume les responsabilités liées au Service de la sécurité. Ce service a le mandat du suivi de la <i>Politique relative à la sécurité des membres du personnel du DPCP</i>. Il évalue, intervient et coordonne les activités liées à la sécurité de l'organisation, de ses bureaux et de ses membres. Le SG est en outre responsable du Service de la gestion des biens, lequel n'est pas considéré comme appartenant à la gouvernance.			
Direction générale de l'administration			
La Direction générale de l'administration (DGA) est responsable de rendre disponibles les services d'expertise, de conseil et de soutien en matière de ressources humaines, financières, contractuelles, matérielles et informationnelles. La DGA est responsable de conseiller les autorités du DPCP dans leur prise de décisions qui relèvent de son domaine de compétence. Elle soutient également l'ensemble des gestionnaires du DPCP dans la gestion de leurs activités. Par ailleurs, la DGA détient la responsabilité de négocier les ententes de service pour le DPCP afin d'assurer un fonctionnement optimal des activités administratives de l'organisation. Également, elle est responsable de la coordination de l'exercice lié à l'étude des crédits budgétaires du DPCP. Pour réaliser sa mission, la DGA est composée des trois équipes suivantes : • la Direction générale associée aux technologies de l'information; • la Direction des ressources financières et matérielles; • la Direction des ressources humaines.			

PROGRAMME	06	ÉLÉMENT	01
MANDAT	Direction, gouvernance et administration		
La Direction générale associée aux technologies de l'information			
Cette Direction est responsable de coordonner la prestation des services informationnels et des systèmes informatiques à l'ensemble de l'organisation. Elle assure le développement et le maintien des services informatiques pour la bonne marche des opérations dans tous les bureaux du DPCP, et ce, dans un contexte constant d'évolution des environnements technologiques. Elle assure également un rôle de conseiller dans l'utilisation des technologies de l'information afin d'assurer la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données numériques et soutient l'ensemble de l'organisation en matière de gestion intégrée des documents.			
La Direction des ressources financières et matérielles			
Cette Direction assure l'élaboration, l'allocation et le suivi du budget du DPCP de même que la comptabilisation adéquate des dépenses générées par les activités du DPCP. Elle assure également une coordination en gestion contractuelle et immobilière ainsi qu'en gestion des ressources matérielles.			
La Direction des ressources humaines			
Cette Direction offre des services-conseils en gestion de la main-d'œuvre, notamment en matière de dotation, de relations du travail, de santé et sécurité du travail ainsi que de développement des personnes et de l'organisation. Elle est responsable de la production d'information de gestion en ressources humaines et assure les opérations quotidiennes des demandes de comblement de postes et de suivi des employés en invalidité. Également, la Direction des ressources humaines élabore et met en œuvre des politiques, des programmes, des normes et des règles en matière de gestion des ressources humaines, puis met à la disposition des gestionnaires divers outils pouvant les soutenir dans leurs interventions.			

MANDAT

Directeur des poursuites criminelles et pénales

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales

Mission

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) fournit, au nom de l'État, un service de poursuites criminelles et pénales indépendant de toute considération de nature politique, et ce, de façon à préserver l'intégrité du processus judiciaire tout en assurant la protection de la société, dans la recherche de l'intérêt de la justice et de l'intérêt public, de même que dans le respect de la règle de droit et des intérêts légitimes des personnes victimes et des témoins.

Principales fonctions et pouvoirs

Le DPCP est un organisme institué en 2007 par la [Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales](#) (LDPCP) (RLRQ, c. D-9.1.1). L'objectif visé par la création du DPCP est d'accroître les garanties d'indépendance constitutionnelle liées à la fonction de poursuivant public. L'organisme est administré par un dirigeant nommé sur motion du premier ministre et avec l'approbation des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, le directeur, ainsi que trois directeurs adjoints nommés par le gouvernement.

La LDPCP confie au directeur la responsabilité de diriger pour l'État, sous l'autorité générale du ministre de la Justice et procureur général, les poursuites criminelles et pénales avec l'indépendance que la loi lui accorde.

Pour l'essentiel, cette loi attribue au DPCP la fonction d'agir comme poursuivant dans les affaires découlant de l'application du *Code criminel*¹, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*² (LSJPA) et de toute autre loi fédérale ou règle de droit pour laquelle le procureur général du Québec a l'autorité pour agir comme poursuivant. Elle confie en outre au DPCP la responsabilité d'agir aussi comme poursuivant dans toute affaire où le *Code de procédure pénale*³ trouve application.

Le directeur exerce également toutes les fonctions utiles à l'exécution de sa mission, y compris pour autoriser une poursuite, pour porter une affaire en appel et pour voir à l'exécution de toute autre fonction que le procureur général ou le ministre de la Justice lui confie.

Le directeur doit aussi prendre les mesures nécessaires pour assurer la prise en compte des intérêts légitimes des personnes victimes ainsi que le respect et la protection des témoins. Il est, en outre, appelé à conseiller les agents de la paix et les personnes responsables de l'application des lois relativement à tous les aspects d'une enquête ou d'une poursuite en matière criminelle ou pénale.

Enfin, le DPCP exerce, pour le compte du procureur général, les responsabilités que la *Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales*⁴ lui confie. Le Service de la gestion des biens du DPCP assume la gestion et la coordination des activités qui découlent des obligations de cette loi, en plus d'assurer l'application du décret de partage du produit des biens confisqués en matière criminelle⁵.

Structure organisationnelle

L'organisation du DPCP est un réseau intégré de services composé du Bureau du directeur, lequel comprend aussi les trois directeurs adjoints, d'un Secrétariat général (SG), du Bureau du service juridique (BSJ), de cinq bureaux à vocation particulière, dont le Bureau des affaires de la jeunesse (BAJ), le Bureau des affaires pénales (BAP), le Bureau de service-conseil (BSC), le Bureau des mandats organisationnels (BMO) et le Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales (BGCAS) ainsi que de sept bureaux régionaux. À l'échelle du Québec, le DPCP compte un siège social et 38 points de service permanents qui offrent les services de poursuites. Des services sont également offerts de manière itinérante dans 41 autres localités, particulièrement auprès de communautés autochtones.

¹ *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46.

² *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, L.C. 2002, ch. 1.

³ *Code de procédure pénale*, RLRQ, c. C-25.1.

⁴ *Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales*, RLRQ, c. C-52.2.

⁵ Décret 349-99 concernant le partage du produit des biens visés à l'article 32.19 de la *Loi sur le ministère de la Justice* (1999) 131 G.O.Q. II, 1300.

MANDAT

Directeur des poursuites criminelles et pénales

Bureaux régionaux

À l'échelle provinciale, l'organisation compte un siège social et 38 points de service permanents offrant des services de poursuites, lesquels sont répartis dans sept [bureaux régionaux](#) :

- Bureau de l'Est du Québec;
- Bureau de l'Ouest du Québec
- Bureau de Montréal;
- Bureau de Québec;
- Bureau du Centre-du-Québec;
- Bureau du Nord-du-Québec;
- Bureau du Sud du Québec.

La responsabilité de chacun des bureaux est confiée à un procureur ou une procureure en chef aux poursuites criminelles et pénales. Cette personne est généralement assistée d'un ou de plusieurs procureurs en chef adjoints, d'une équipe de procureurs aux poursuites criminelles et pénales (procureurs), de directeurs des services administratifs, de professionnels, de techniciens en droit et de collaborateurs administratifs. Les procureurs représentent quotidiennement l'État devant la Chambre criminelle et pénale ainsi que devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec dans l'ensemble des points de service. Ils sont également appelés à diriger des poursuites criminelles et pénales devant la Cour supérieure, siégeant avec ou sans jury, et devant les instances d'appel que sont la Cour supérieure, la Cour d'appel et la Cour suprême du Canada. De plus, certains bureaux peuvent compter sur des équipes de procureurs spécialisés, notamment en matière de drogues, de violence armée, de crime économique, d'appel, d'infractions commises dans un contexte de violence sexuelle, de violence conjugale, de maltraitance envers les aînés et les enfants ainsi qu'en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet et la marchandisation des services sexuels.

Bureaux à vocation particulière

Les cinq bureaux à vocation particulière sont les suivants : le BAJ, le BAP, le BSC, le BMO et le BGCAS.

Bureau du service juridique

En tant que conseiller juridique du DPCP, le BSJ a pour principale fonction de fournir un soutien juridique au directeur, au directeur adjoint, à l'Assemblée des procureurs en chef ainsi qu'au réseau des procureurs. Ses avis juridiques sont sollicités non seulement dans le domaine du droit criminel, mais aussi en droit administratif, civil ou déontologique.

Par ailleurs, le procureur en chef du BSJ assume auprès du directeur, avec le soutien des procureurs et juristes sous son autorité, une responsabilité de conseil dans le développement d'orientations stratégiques, notamment en ce qui concerne l'élaboration des directives, des programmes et des politiques du DPCP en matière de poursuites.

Le BSJ assume la présidence de certains comités au sein du DPCP, dont celle du Comité provincial des appels qui a pour fonction de définir la position du DPCP sur les questions de principes soumises aux tribunaux d'appel. Il coordonne aussi les interventions à la Cour suprême du Canada ou devant la Cour d'appel du Québec dans des affaires où le DPCP n'est pas partie, lorsque s'y soulèvent des questions susceptibles d'avoir un impact général sur l'application du droit criminel ou pénal ou sur ses pratiques particulières en matière de poursuites. Il conduit les travaux et les consultations requises au sujet des questions juridiques d'intérêt institutionnel au sens de la directive INS-1 afin d'assurer la cohérence des positions prises par le DPCP devant les tribunaux. Il traite en outre des questions juridiques d'intérêt commun avec d'autres ministères et organismes, dont le ministère de la Justice.

Le BSJ est appelé à intervenir devant les tribunaux, tant en première instance qu'en appel, dans le cadre de dossiers qui soulèvent des questions juridiques d'intérêt institutionnel au sens de la directive INS-1, notamment en ce qui a trait au rôle du DPCP en tant que poursuivant public, à ses pratiques ou à la portée de ses pouvoirs discrétionnaires en matière de poursuites. Il intervient aussi dans les dossiers qui requièrent une expertise particulière, notamment dans le domaine des privilèges et de la divulgation de la preuve.

MANDAT **Directeur des poursuites criminelles et pénales**

Le BSJ prête assistance aux procureurs en matière de déontologie, notamment en assurant la liaison auprès du Syndic du Barreau du Québec. Il fournit aussi des avis sur des questions de conflits d'intérêts et conseille les procureurs sur les mesures à mettre en place dans ces situations. Le BSJ prête également assistance aux procureurs qui font l'objet de poursuites en responsabilité civile.

Le BSJ traite les dossiers soumis par le Bureau des enquêtes indépendantes de même que les dossiers d'allégations d'infractions criminelles concernant des policiers. Aussi, il coordonne et traite des dossiers dans plusieurs domaines spécialisés, notamment en matière d'entraide internationale et d'extradition, d'intimidation à l'égard des personnes associées au système de justice, de capacité de conduite affaiblie par l'alcool ou les drogues, de légalisation de la possession du cannabis et de réduction des délais judiciaires.

Le BSJ est responsable du dossier des collaborateurs de justice. À ce titre, il administre, en collaboration avec les services policiers, les ententes signées avec les candidats admis au programme des témoins collaborateurs de justice.

Enfin, le BSJ est responsable de l'élaboration du programme de formation à l'intention des procureurs dans le cadre de l'École des poursuivants ainsi que de l'alimentation et du développement du Centre de documentation juridique.

Bureau des affaires de la jeunesse

Le BAJ est responsable des poursuites criminelles et pénales intentées à l'encontre des adolescents contrevenants en vertu de la LSJPA (L.C. 2002, ch. 1).

Le BAJ regroupe l'ensemble des procureurs spécialisés en matière jeunesse et ceux-ci sont répartis sur tout le territoire québécois afin d'assurer un traitement cohérent, uniforme et efficace des dossiers des jeunes contrevenants.

Les procureurs de ce bureau conseillent les policiers sur toute question impliquant une infraction commise par un mineur. Ils travaillent en étroite collaboration avec plusieurs partenaires dont les directeurs provinciaux qui relèvent des différents Centres jeunesse du Québec.

Bureau des affaires pénales

Le BAP agit à titre d'expert-conseil en droit pénal réglementaire. Ses procureurs mettent leur expertise au service de tous les intervenants dans ce secteur : procureurs, corps policiers et services d'inspection et d'enquête des ministères et organismes. Ce bureau regroupe l'ensemble des procureurs spécialisés en matière pénale et couvre tous les points de service du Québec.

Le BAP compte près de 275 organisations clientes et procède à l'autorisation des plaintes reçues des ministères clients et des corps policiers. Il veille à l'application du *Code de procédure pénale* (RLRQ, c. C-25.1) ainsi qu'à celle d'une centaine de lois provinciales et fédérales, dont le *Code de la sécurité routière* (RLRQ, c. C-24.2), la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques* (RLRQ, chapitre I-8.1), la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (RLRQ, c. R-20), la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, c. T-11.011), la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2), la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (RLRQ, c. C-61.1) et la *Loi sur les pêches* (L.R.C. (1985), ch. F-14).

Le BAP travaille en collaboration avec les différents services juridiques des ministères et organismes qui appliquent ces lois et il coordonne toutes les activités juridiques liées à plus de 500 000 constats d'infraction délivrés annuellement au nom du DPCP.

En outre, le BAP est le maître d'œuvre du [Code de procédure pénale](#) édité par les Publications du Québec.

Bureau de service-conseil

Le BSC est constitué de procureurs appelés à conseiller les agents de la paix, en dehors des heures normales de bureau, dans le cadre de toute enquête policière.

MANDAT **Directeur des poursuites criminelles et pénales**

Depuis la mise en place du Service provincial des comparutions de fins de semaine, les procureurs de ce service peuvent être joints par les policiers 24 h par jour, 7 jours par semaine, puisqu'un quart de jour a été ajouté sur semaine, le tout suivant une lettre d'entente valide jusqu'au renouvellement de l'*Entente relative aux conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales*, actuellement en négociation.

Ils sont en mesure de donner des avis juridiques, à la demande des policiers, dans tous les domaines d'expertise des procureurs, soit en droit criminel, en droit pénal et en droit de la jeunesse.

Les samedis, dimanches et jours fériés, ces procureurs procèdent également aux comparutions des détenus par voie téléphonique, et ce, pour les régions où le service a été mis en place.

Bureau des mandats organisationnels

La mission première du BMO est d'assumer la coordination de plusieurs grands mandats de l'institution.

Il s'assure de la prise en compte des intérêts légitimes des personnes victimes d'infractions criminelles et des témoins dans les opérations du DPCP et à ce titre, coordonne la formation, les communautés de savoir et les interventions de l'institution en matière de violence sexuelle, de violence conjugale, de maltraitance envers les personnes âgées ainsi que la maltraitance envers les enfants et l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet.

Il assure la coordination provinciale en matière autochtone et, afin de maintenir la cohérence des actions du DPCP, préside la communauté de savoir en cette matière.

Il assure aussi la coordination en matière de poursuites devant les cours municipales et entretient les liens avec les poursuivants municipaux en matières criminelle et pénale.

Sur le plan des relations fédérales, provinciales et territoriales (FPT), le BMO est responsable de représenter les intérêts du DPCP au sein des différents forums, comités et groupes de travail tel que le Comité de coordination des hauts fonctionnaires. Il participe également à la préparation et aux rencontres des sous-ministres et ministres de la Justice et de la Sécurité publique FPT.

Finalement, le BMO collabore avec de nombreux ministères et organismes et participe au nom du DPCP à plusieurs forums et comités interministériels visant notamment l'adaptation du système judiciaire aux clientèles vulnérables (personnes âgées, enfants, personnes en situation d'itinérance ou de dépendance, personnes vivant avec une déficience intellectuelle, une problématique de santé mentale ou un handicap). Il s'occupe aussi du déploiement et de la coordination des différents programmes de mesures alternatives au sein du DPCP (Programme de mesures de rechange général (PMRG), Programme de mesures de rechange autochtone (PMRA), Programme d'accompagnement justice et santé mentale (PAJ-SM), Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ), mesures alternatives à la poursuite pénale, etc.).

Bureau de la grande criminalité et des affaires spéciales

Le BGCAS a pour mission de traiter des affaires de grande criminalité, notamment de corruption, de fraudes, de trafic d'êtres humains, d'armes ou de stupéfiants et d'autres affaires reliées à la criminalité organisée. Polyvalent, le BGCAS a aussi pour mandat d'assumer des affaires jugées spéciales en raison de leur complexité, de leur sensibilité ou des nouvelles questions juridiques qu'elles soulèvent.

Service de la gestion des biens

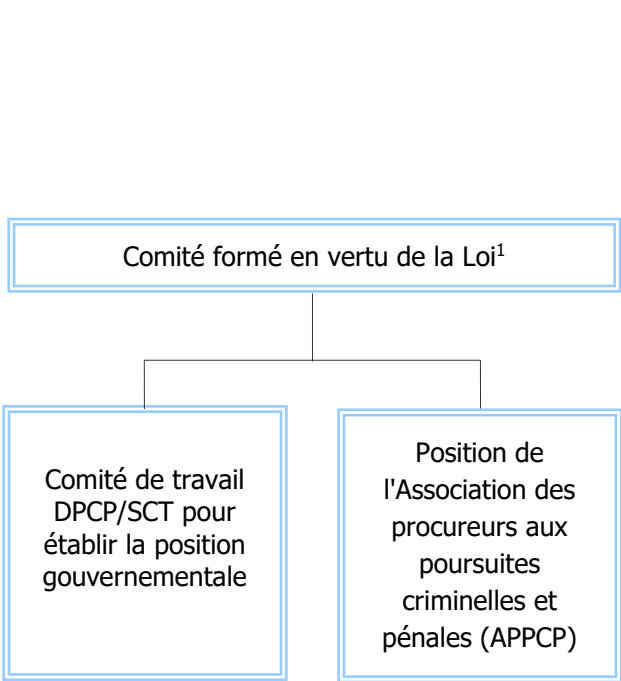
Sous la responsabilité du SG, le Service de la gestion des biens contribue par ses actions à la lutte contre la criminalité.

Il exerce, au nom du procureur général, les responsabilités que la [Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales](#) confie à ce dernier relativement à la garde et à l'administration des biens saisis, bloqués ou confisqués en application de lois fédérales.

Il soutient les procureurs dans la rédaction des procédures visant à obtenir la récupération des actifs illégalement acquis ou des biens utilisés pour commettre des crimes par le biais :

IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	06	Poursuites criminelles et pénales
ÉLÉMENT	03	Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
RESPONSABLE	Directeur des poursuites criminelles et pénales	

ORGANIGRAMME



Facteurs pris en considération¹

19.13. Dans le cadre de ses fonctions, le comité reçoit les observations de l'association et du gouvernement.

Lorsqu'il l'estime pertinent, le comité peut inviter toute personne ou tout organisme à lui présenter ses observations.

19.14. Le comité prend en considération les facteurs suivants :

- 1° les particularités de la fonction de procureur;
- 2° la nécessité d'attirer des avocats ayant les aptitudes et les qualités requises pour exercer la fonction de procureur;
- 3° les conditions de travail et la rémunération globale par heure travaillée des procureurs au Québec et ailleurs au Canada en tenant compte des différences quant au coût de la vie et quant à la richesse collective;
- 4° les responsabilités assumées par les procureurs au Québec et ailleurs au Canada, leur charge de travail, les exigences requises par les employeurs, les structures salariales et les problématiques d'attraction et de rétention;
- 5° la conjoncture économique du Québec, la situation générale de l'économie québécoise et l'état des finances publiques du Québec;
- 6° les conditions de travail et la rémunération des avocats du secteur privé québécois et d'autres salariés de l'État;
- 7° tout autre facteur que le comité estime pertinent.

¹. *Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective*, RLRQ, chapitre P-27.1.
http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/documents/lr/P_27_1/P27_1.htm.

Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales

Le Comité de travail, composé du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du Secréariat du Conseil du trésor et du représentant gouvernemental, est responsable d'établir la position gouvernementale à faire valoir devant le Comité institué en vertu de la loi. Ce comité a été formé afin de déterminer les grandes orientations et d'obtenir les mandats du Conseil du trésor.

Question 01	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 : A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR; B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION; C. LES PERSONNES RENCONTRÉES; D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.); E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS; G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT; - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS; I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS; J. LES POINTS DE PRESSE TENUS LORS DE CES MISSIONS ET LEURS COÛTS.

Voyage	Coût
Participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) du CCHF (Justice pénale) et des groupes de travail Victoria (Colombie-Britannique) du 23 au 28 avril 2023 M ^e Anthony Cotnoir (procureur)	2 802 \$
Participer à la Conférence canadienne sur les homicides Winnipeg (Manitoba) du 8 au 12 mai 2023 M ^e Marie-France Drolet (procureure en chef adjointe (PCA)), M ^e Betty Laurent (PCA), M ^e Mathieu Longpré (procureur), M ^e Isabelle Poulin (procureure), M ^e Claudia Carbonneau (procureure), M ^e Anne-Andrée Charrette (PCA), M ^e Nadia Bérubé (procureure), M ^e Sylvain Petitclerc (PCA), M ^e Stéphanie Robitaille (procureure), M ^e Patrick Cardinal (procureur), M ^e Valérie Michaud (procureure) et M ^e Marie-Claude Bourassa (procureure)	20 210 \$
Plaider à la Cour suprême du Canada Ottawa (Ontario) du 15 au 17 mai 2023 M ^e Nicolas Abran (procureur) et M ^e Nathalie Kléber (procureure)	1 855 \$
Participer à la 65 ^e réunion du Comité fédéral-provincial-territorial (FPT) des chefs des poursuites pénales (HOP) Halifax (Nouvelle-Écosse) du 16 au 19 mai 2023 M ^e Patrick Michel (directeur) et M ^e Anny Bernier (directrice adjointe)	4 548 \$
Participer à la 18 ^e Conférence annuelle « <i>Crimes against women</i> » Dallas (Texas) du 21 au 26 mai 2023 M ^e Isabelle Dorion (procureure)	4 024 \$
Participer au Colloque « Réinventer la justice pénale : Le Quinzième Symposium national » Edmonton (Alberta) du 25 au 28 mai 2023 M ^e Nicolas Glendenning (PCA) et M ^e Véronique Picard (procureure en chef)	3 031 \$

Voyage	Coût
Participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des sous-ministres responsables de la justice et de la sécurité publique Vancouver (Colombie-Britannique) du 29 mai au 1 ^{er} juin 2023 M ^e Anthony Cotnoir (procureur)	2 545 \$
Participer à la Conférence Alert - 2 ^e conférence annuelle sur les enquêtes et les poursuites liées aux crimes d'armes à feu Canmore (Alberta) du 5 au 8 juin 2023 M ^e Ellen Baulne (PCA), M ^e Jennifer Morin (procureure), M ^e Antoine Désaulniers (procureur), M ^e Marie-Josée Thériault (procureure), M ^e Maël Tardif (procureur), M ^e Catherine Chagnon (procureure), M ^e Éric Poudrier (procureur en chef adjoint), M ^e Liver Bérard-Riccardelli (procureur), M ^e Danny Lemieux (PCA) et M ^e Jean-Philippe Mackay (procureur)	8 053 \$
Participer au Board of directors de la NDAA et à la Conférence «NDAA Summer summit» de la National district attorneys association Nashville (Tennessee) du 7 au 12 juillet 2023 M ^e Sonia Paquet (PCA) et M ^e Jean-François Roy (procureur)	7 032 \$
Participer à la Conférence « <i>Crimes against children</i> » Dallas (Texas) du 6 au 10 août 2023 M ^e Joanny Houde St-Pierre (procureure) et M ^e Vicky Smith (procureure)	7 223 \$
Participer à la 105 ^e réunion annuelle de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada (CHLC) Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) du 17 au 26 août 2023 M ^e Anny Bernier (directrice adjointe), M ^e Justin Tremblay (procureur) et M ^e Anthony Cotnoir (procureur)	7 352 \$
Participer à une formation sur la rédaction de mémoires à l'École des poursuivants du Service des poursuites pénales du Canada (SPCC) Ottawa (Ontario) du 21 au 25 août 2023 M ^e Lina Thériault (procureure) et M ^e Jean-Philippe MacKay (procureur)	2 619 \$
Participer à une rencontre avec la Délégation du Québec à Paris, assister à une séance de travail avec le Parquet national financier (PNF) de France, rencontrer la Délégation du Québec à Londres, assister à une rencontre avec les procureurs du Senior Fraud Office (SFO), assister à une rencontre de travail avec les partenaires et des dirigeants du Senior Fraud Office (SFO) Londres (Royaume-Uni) et Paris (France) du 3 au 9 septembre 2023 M ^e Patrice Peltier-Rivest (PCA) et M ^e Francis Pilotte (procureur)	9 562 \$
Participer à la Conférence annuelle de l'Association internationale de procureurs et poursuivants (AIPP) Londres (Royaume-Uni) du 22 septembre au 1 ^{er} octobre 2023 M ^e Patrick Michel (directeur), M ^e Sonia Paquet (PCA) et M ^e Mélanie Haddad (procureure)	12 773 \$
Participer à un panel d'expert lors de la Conférence donnée par l'OPP et le Senior Fraud Office (SFO) Ottawa (Ontario) du 18 au 19 octobre 2023 M ^e Patrice Peltier-Rivest (PCA) et M ^e Francis Pilotte (procureur)	743 \$
Participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) du CCHF (Justice pénale) et des groupes de travail Toronto (Ontario) du 22 au 27 octobre 2023 M ^e Anthony Cotnoir (procureur)	2 462 \$
Participer à la « Ontario Child Sexual Exploitation Investigators Association » Niagara Falls (Ontario) du 22 au 26 octobre 2023 M ^e Joanny Houde St-Pierre (procureure) et M ^e Andrée-Anne Gagnon (procureure)	4 029 \$
Participer à la 66 ^e réunion du Comité fédéral-provincial-territorial (FPT) des chefs des poursuites pénales (HOP) Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) du 30 octobre au 3 novembre 2023 M ^e Patrick Michel (directeur), M ^e Sophie Lamarre (directrice adjointe) et M ^e François Godin (procureur)	5 031 \$

Voyage	Coût
Participer à la National District Attorneys Association (NDAA) San Juan (Puerto Rico) du 9 au 13 novembre 2023 M ^e Sonia Paquet (PCA)	3 611 \$
Participer à la 22 ^e Conférence annuelle de l'Ontario Gang Investigators Association (ONGIA) Windsor (Ontario) du 13 au 16 novembre 2023 M ^e Betty Laurent (PCA)	0 \$
Participer à la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) Paris (France) du 18 au 25 novembre 2023 M ^e Véronic Champagne (procureure en chef)	0 \$
Participer au Symposium sur les tribunaux autochtones Ottawa (Ontario) du 20 au 22 novembre 2023 M ^e Hippolite Brin (procureur) et M ^e Amélie Savard (procureure)	1 524 \$
Participer aux rencontres franco-belges autour de la médiation restaurative pour mineur Avignon (France) du 26 au 30 novembre 2023 M ^e Véronic Champagne (procureure en chef)	1 391 \$
Participer à un dossier de cour Edmundston (Nouveau-Brunswick) du 12 au 14 décembre 2023 M ^e Annie-Claude Breton (procureure)	290 \$
Plaider à la Cour suprême du Canada Ottawa (Ontario) du 16 au 17 janvier 2024 M ^e Nicolas Abran (procureur) et M ^e Patrick Cardinal (procureur)	618 \$
Audition à la Cour suprême du Canada Ottawa (Ontario), du 17 au 18 janvier 2024 M ^e Mathieu Locas (procureur) et M ^e Marianna Ferraro (procureure)	740 \$
Plaider à la Cour suprême du Canada Ottawa (Ontario) du 13 au 14 février 2024 M ^e Daphné Godin-Garito (procureure), M ^e Frédérique Le Colletier (procureure) et M ^e Régis Boisvert (procureur):	1 029 \$
Participer à la Conférence du Cycle d'intégration 2024 du Centre de coordination de la lutte à la criminalité financière (FC3) Ottawa (Ontario) du 25 au 29 février 2024 M ^e Alex Giroux (avocat), M ^e Catherine Mésonoro (notaire), M ^e Isabelle Bouvier (procureure), M ^e Brigitte Gendron (procureure), M ^e Alice Bourbonnais-Rougeau (procureure), M ^e Chantal Andrée Morin (procureure), M ^e Amal Saleh (procureur), M ^e Geneviève Robitaille (procureure), M ^e Paul J. Mercier (PCA)	0 \$
Total	115 097 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 par. 18).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information>

Question 02	POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2023-2024 : A. LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C. LES COÛTS VENTILÉS; D. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.; E. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.
------------------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site du gouvernement du Québec à la page dédiée au Directeur des poursuites criminelles et pénales en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 17).

[Dépenses et salaires au Directeur des poursuites criminelles et pénales | Gouvernement du Québec \(Quebec.ca\)](#)

Question 03	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025; B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES; E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE; H. LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.
-------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du gouvernement du Québec à la page dédiée au Directeur des poursuites criminelles et pénales en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 24).

[Dépenses et salaires du Directeur des poursuites criminelles et pénales | Contrats de publicité et de promotion | Gouvernement du Québec \(Québec.ca\)](#)

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question 04	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) SÉPARÉMENT :
	PAR LE CABINET MINISTÉRIEL : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; D. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
	PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : E. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; F. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; G. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; H. SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.
	PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE : I. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; J. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ; K. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ); L. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.

Type d'événement	Coût
Participation à un événement carrière de recrutement (Foire nationale de l'emploi 2023 – Stade olympique)	1 650 \$
Participation à des journées carrière (journée interfacultaire en droit et une journée carrière universitaire à Montréal)	369 \$
Tournage au palais de justice de Québec en lien avec l'appel de candidatures des stages du Barreau	10 \$
Tournage au palais de justice de Québec avec la délégation française en visite au Québec	18 \$
Tournage au palais de justice de Chicoutimi en lien avec le travail des procureurs au Bureau des affaires de la jeunesse	550 \$
Tournage au palais de justice de Longueuil en lien avec le travail des procureurs au Bureau des affaires de la jeunesse	493 \$
Présentation du DPCP (Midi-conférence - Université de Sherbrooke)	84 \$
Colloque de l'Association des directeurs de police du Québec à Saint-Hyacinthe	5 836 \$
Colloque de la Société de criminologie du Québec à Victoriaville	9 424 \$
Projet La Cour d'école	3 506 \$
Promotion du travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales en matière de violence conjugale	274 \$
Participation au Salon de l'emploi à l'Université de Sherbrooke	218 \$
Participation au Salon Visez Droit	570 \$
Participation aux Juri RDV de Juripop (Centre des congrès de Québec)	177 \$
Participation au Congrès « Comprendre et agir ensemble : s'unir pour rebondir dans un environnement en changement » (Montréal)	1 249 \$
Participation à la Journée C3ESSE (Université de Sherbrooke)	190 \$
Total	24 608\$

Question 05	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL : ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT; B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.
	DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE : D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2022-2023 ET LES PRÉVISIONS POUR 2023-2024; E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS; F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU; H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

Organisée par l'organisme

Fournisseurs	Titre de la formation	Coût	But visé
DPCP	Rédiger pour convaincre : techniques de plaidoirie écrite	6 500 \$	Développer des aptitudes afin d'adopter une approche de rédaction persuasive. Cette formation personnalisée comprend des exposés magistraux et des séances pratiques visant à acquérir des techniques de rédaction ainsi que des astuces pour être plus éloquents.

Organisées par un prestataire de services externes

Fournisseurs	Titre de la formation	Coût	But visé
Barreau du Québec	L'avocat, la liberté d'expression et les relations avec les médias	194 \$	Connaître les diverses facettes et les considérations déontologiques liées à la relation des avocats avec les médias ainsi que prévenir les écueils en cette matière.
Barreau du Québec	La communication efficace : éviter les perceptions erronées	283 \$	Prendre connaissance de l'origine de la plupart des reproches et des réclamations à l'encontre des avocats et quelques moyens pratiques pour s'en prémunir.
Académie de la transformation numérique	Rédaction en environnement numérique	95 \$	Comprendre les enjeux liés au numérique ainsi que les mécanismes à mettre en place pour minimiser les impacts auprès des citoyens (jeunes, personnes âgées, nouveaux arrivants, personnes en état de vulnérabilité).
Communications Grenier inc.	Stratégies Facebook et Instagram – Intermédiaire	255 \$	Comprendre comment optimiser sa stratégie médias sociaux existante

Suite Fiche G-5

Fournisseurs	Titre de la formation	Coût	But visé
			afin d'atteindre ses objectifs d'affaires.
Communications Grenier inc.	Comment réinventer les communications internes pour renforcer la marque employeur	149 \$	Apprendre comment intégrer efficacement les communications internes dans la stratégie de marque employeur et voir l'importance de la réconciliation de marque et de la culture organisationnelle pour renforcer le positionnement sur le marché du travail.
Québec numérique	Web à Québec 2023 (WAQ23)	93 \$	Participer à des conférences abordant les récentes avancées dans le monde numérique.
Courchesne, David (004)	Styles de communication	2 750 \$	Développer son efficacité à communiquer en milieu de travail afin notamment de comprendre l'importance d'ajuster ses communications en fonction de son interlocuteur, d'identifier des pratiques permettant de prendre en compte les besoins communicationnels d'autrui en plus de comprendre et d'adopter son propre style de communication à l'aide d'un plan d'action.
Groupe conseil CFC inc.	Renforcer son rôle conseil	1 575 \$	Accroître son influence en raffinant ses techniques d'intervention, dans le but de rehausser son efficacité et sa crédibilité.
ASM Consultants	Gestion humaine du changement	500 \$	Comprendre la gestion humaine du changement dans le contexte de la gestion de projet ainsi que les outils disponibles pour y arriver.
École des entrepreneurs du Québec	Campus virtuel – Promouvoir sa marque grâce au marketing d'influence	20 \$	Participer à un groupe de discussion afin de partager les pratiques en matière de marketing d'influence.
Société de criminologie du Québec	40 ^e Congrès de la Société de criminologie de Québec	9 424 \$	Conférences et ateliers : Virage virtuel - les nouvelles pratiques de la justice.
Collecto Services-conseils	Gestion de crise – Mise en œuvre d'une cellule de crise dans votre organisation	330 \$	Mettre en place des stratégies d'action visant à prévenir les crises, en plus de gérer de manière efficace les événements porteurs de crises potentielles auxquels les décideurs peuvent être confrontés.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur la section Web du Directeur des poursuites criminelles et pénales sur le site Québec.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23) :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198>.

Q _{uestion} 06	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT : A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT; E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; F. L'ÉCHÉANCIER; G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS. LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
141273 Canada inc. (Monette Express (Québec))	Service de réaménagement de bureaux à Saint-Jérôme	Contrat par appel d'offres sur invitation	2 050 \$
7311702 Canada inc.	Réservation d'une chambre d'hôtel à Sept-Îles	Gré à gré	1 323 \$
9156-9483 Québec inc. (Formation Shakespeare)	Formation anglais langue seconde	Gré à gré	1 395 \$
9156-9483 Québec inc. (Formation Shakespeare)	Formation anglais langue seconde	Gré à gré	2 595 \$
9156-9483 Québec inc. (Formation Shakespeare)	Formation anglais langue seconde	Gré à gré	5 880 \$
9162-6192 Québec inc.	Service de transcription d'interrogatoires de police	Gré à gré	15 000 \$
9193-6690 Québec inc.	Service de veille des travaux parlementaires	Contrat par appel d'offres sur invitation	8 928 \$
9205-6126 Québec inc.	Service de transport et d'installation de mobilier de Montréal à Joliette	Gré à gré	2 500 \$
9215-8088 Québec inc.	Service d'installation et de déplacement d'un routeur dans un local à Kuujjuaq	Gré à gré	3 858 \$
9349-0811 Québec inc. (Déménagement en tout temps)	Service de déménagement de mobilier à Rivière-du-Loup	Gré à gré	2 000 \$
9357-7252 Québec inc.	Service de location d'hôtel	Gré à gré	15 000 \$
9430-3146 Québec inc.	Formation et accompagnement en marketing numérique	Gré à gré	2 000 \$
A @ Z Serrurier inc.	Service d'installation de serrures	Gré à gré	1 300 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Actum Coaching (Brown, Jacinthe)	Accompagnement en coaching de gestion	Gré à gré	8 000 \$
AFI expertise	Formation — Ceinture Verte Lean Six Sigma	Gré à gré	2 490 \$
Air Canada (Banque Nationale - Mastercard)	Services aériens de passagers	Gré à gré	4 418 \$ ¹
Air Creebec inc.	Services aériens de passagers	Gré à gré	54 879 \$ ¹
Air Inuit ltée	Services aériens de passagers	Gré à gré	33 428 \$ ¹
AMJ Campbell	Réalisation de travaux et aménagement à Longueuil, Granby et Sherbrooke	Gré à gré	1 595 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement et de récupération de surplus à Montréal et Longueuil	Gré à gré	1 078 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement de classeurs à Longueuil, Sherbrooke et Trois-Rivières	Gré à gré	2 265 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement de classeurs du Centre judiciaire Gouin vers Québec	Gré à gré	1 590 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement de mobilier pour différents bureaux du Sud	Gré à gré	1 190 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement et d'aménagement de mobilier pour différents bureaux du Sud	Gré à gré	1 490 \$
AMJ Campbell	Service de réaménagement à Laval	Gré à gré	3 906 \$
AMJ Campbell	Service de transport et de cueillette de mobilier pour différents bureaux du Sud	Gré à gré	1 793 \$
AMJ Campbell	Service de transport et de cueillette de mobilier pour différents bureaux du Sud	Gré à gré	1 565 \$
AMJ Campbell	Service de transport et d'installation de mobilier de Longueuil à Granby	Gré à gré	1 680 \$
AMJ Campbell	Service de réaménagement dans les locaux du DPCP au Centre de commerce mondial de Montréal	Gré à gré	1 746 \$
AMJ Campbell	Service de déménagement de mobilier à Québec	Gré à gré	1 183 \$
AMJ Campbell	Service de transport et de cueillette de mobilier pour différents bureaux du Sud	Gré à gré	2 113 \$
Anima conférences et formations	Services d'un conférencier lors de la rencontre des bureaux de l'Est du Québec	Gré à gré	3 942 \$
Anima conférences et formations (Marette, Marc)	Services d'un conférencier lors de la rencontre de la Direction générale de l'administration	Gré à gré	2 500 \$
Anima conférences et formations (Marette, Marc)	Services d'un conférencier lors de la rencontre du Secrétariat général	Gré à gré	2 619 \$
Association des archivistes du Québec	Cotisation annuelle de l'association des archivistes du Québec	Gré à gré	1 250 \$
Hôtel Omni Mont Royal	Location de salles dans le cadre des négociations de l'Association des	Gré à gré	13 874 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
	procureurs aux poursuites criminelles et pénales (APPCP)		
Autobus Bell-Horizon inc.	Service de location de véhicules dans le cadre de l'École des poursuivants	Gré à gré	1 750 \$
Bédard, Hélène (sténographe officielle)	Service de transcription de quatre déclarations vidéo	Gré à gré	2 300 \$
Berlitz Canada	Formation anglais langue seconde	Gré à gré	2 672 \$
Bernier, Gilles (011)	Membre du comité d'audit	Gré à gré	2 580 \$
Boulanger, Marie-Michèle (médecin)	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	6 250 \$
Boulanger, Marie-Michèle (médecin)	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	6 000 \$
Carpentier, André (médecin)	Service d'expert en endocrinologie	Gré à gré	3 500 \$
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	Service de transport de victimes et/ou témoins entre la réserve D'Otpitciwan et le Palais de justice de Roberval	Gré à gré	15 000 \$
Charette, André	Service d'expert en chimie	Gré à gré	24 500 \$
Clinique Physio-Synergie inc.	Service d'expert en ostéopathie et physiothérapie	Gré à gré	13 000 \$
Cloisons Corflex inc., Les	Service de réparation de cloisons	Gré à gré	3 400 \$
Club voyages Bellaventure inc.	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 079 \$
Collecto Services regroupés en éducation	Formation — Gestion de crise : Mise en œuvre d'une cellule de crise dans votre organisation	Gré à gré	1 925 \$
Comfort Inn	Réservation de chambres dans le cadre de la tenue de l'École des poursuivants	Gré à gré	18 850 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	Cotisation annuelle pour les activités générales « Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada »	Gré à gré	7 500 \$
Construction Rénovallex inc.	Installation d'équipements de visioconférence au Complexe Jules-Dallaire	Gré à gré	6 770 \$
Coop Edgar	Service de traduction du français à l'anglais des documents du programme « La Cour d'école »	Gré à gré	2 267 \$
Copicom	Service de déménagement de deux imprimantes multifonctions	Gré à gré	1 365 \$
Courchesne, David (004)	Formation et atelier sur la communication interpersonnelle en milieu de travail	Gré à gré	3 000 \$
Crise & Résilience (TLBC inc.)	Formation — Initialiser votre plan de continuité des activités	Gré à gré	1 997 \$
Daignault, Isabelle (Ph.D.-psychologue)	Service d'expert en psychologie	Gré à gré	4 995 \$
Décarie, Jean-Claude (médecin)	Service d'expert en radiologie	Gré à gré	8 500 \$
Delisle, Suzanne (003)	Membre du comité d'audit	Gré à gré	14 150 \$
Déménagement Bye Bye (6842569 Canada inc.)	Service de réaménagement à Gatineau	Gré à gré	1 900 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Déménagement en tout temps	Service de déménagement de mobilier de Québec à Rivière-du-Loup	Gré à gré	1 538 \$
Déménagement Performance	Réalisation de travaux d'aménagement de mobilier pour plusieurs bureaux à Montréal	Gré à gré	1 594 \$
Denault, Vincent (avocat)	Formation sur les victimes et les témoins vulnérables dans le cadre de l'École des poursuivants	Gré à gré	1 200 \$
Deuil-Jeunesse	Formation — Le deuil et l'annonce à une personne endeuillée	Gré à gré	2 517 \$
Di Giglio, Tamara	Service de transcription	Gré à gré	1 043 \$
Documens	Service de transcription	Gré à gré	9 149 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	4 500 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	24 300 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	6 000 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	16 200 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	5 000 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	2 400 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	21 000 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	12 000 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	16 800 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	4 500 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	12 000 \$
D ^r Sylvain Faucher inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	5 000 \$
D ^r Yves Turgeon, psychologue clinicien inc.	Service d'expert en psychologie	Gré à gré	2 250 \$
D ^{re} Caroline Langlais inc.	Service d'expert en pédiatrie sociojuridique	Gré à gré	23 000 \$
DTS Défenses Tactics Spécialisées inc.	Service d'expert en usage de la force	Gré à gré	14 000 \$
Ébénisterie Alfredo Itée	Fabrication de caissons autoportants pour les locaux à Amos	Gré à gré	1 521 \$
École de langues Shakespeare	Formation en anglais langue seconde	Gré à gré	19 530 \$
Forest, Jacques (004)	Atelier sur la « Gestion par les forces » pour la réunion annuelle des procureurs en chef et des procureurs en chef adjoints	Gré à gré	3 000 \$
Formation linguistique global lingua inc.	Formation en anglais langue seconde	Gré à gré	3 823 \$
Fortin, Francis (002)	Formation — Criminalité économique et récupération d'actifs	Gré à gré	2 135 \$
G. Chamberland, M.D. inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	12 000 \$
G. Chamberland, M.D. inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	9 000 \$
G. Chamberland, M.D. inc.	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	9 000 \$
Gestion Cahill inc.	Service d'hébergement	Gré à gré	1 083 \$
Gilbert, Renaud (002)	Membre du comité d'audit	Gré à gré	5 200 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Groupe Boudreault	Réalisation de travaux de peinture et de réaménagement d'un bureau au Complexe Jules-Dallaire	Gré à gré	1 020 \$
Groupe conseil CFC inc.	Formation — Renforcer son rôle-conseil	Gré à gré	1 575 \$
Groupe Edgenda	Formation Ceinture Verte Lean Six Sigma	Gré à gré	2 490 \$
Groupe Edgenda inc.	Formation Adobe InDesign avancée	Gré à gré	1 530 \$
Groupe Le Point Événements inc.	Colloque sur la cybersécurité et la protection des données personnelles	Gré à gré	1 200 \$
Groupe Pro-Actif Consultants inc.	Service de conception graphique, de l'édition électronique et de la gestion du Plan stratégique	Gré à gré	3 422 \$
Groupe Pro-Actif Consultants inc.	Service de conception graphique, de l'édition électronique et de la gestion du Rapport annuel de gestion	Contrat par appel d'offres sur invitation	4 365 \$
Groupe Pro-Actif Consultants inc.	Service de montage graphique et d'impression du Rapport annuel de gestion	Gré à gré	4 438 \$
Groupe T.A.P. inc.	Service de déménagement de mobilier de Rouyn-Noranda à Amos	Gré à gré	1 313 \$
Groupe T.A.P. inc.	Service de déménagement de mobilier de Rouyn-Noranda vers Amos	Gré à gré	4 990 \$
HEC Montréal	Formation — Habiletés politiques dans les organisations : Soyez un acteur stratégique	Gré à gré	1 695 \$
Hôtel Courtyard Marriott Brossard	Location d'une salle de réunion incluant le service de restauration	Gré à gré	17 101 \$
Hôtel Montfort Nicolet inc.	Location d'une salle, de chambres et de restauration pour la réunion trimestrielle des procureurs en chef et des dirigeants	Gré à gré	9 137 \$
Hôtel Plaza Québec (3089-3242 Québec inc.)	Réservation de chambres dans le cadre de la rencontre annuelle du Bureau du service juridique	Gré à gré	3 291 \$
Immeuble Camgen inc. (Quality Inn & suites)	Réservation de chambres dans le cadre de la tenue de l'École des poursuivants	Gré à gré	21 970 \$
Ineo inc.	Service de location d'un espace kiosque, accès au wifi, forfait habillage kiosque et publicité en lien avec la Foire nationale de l'emploi	Gré à gré	2 970 \$
JC Watts Medical Professional Corporation	Service d'expert en psychiatrie	Gré à gré	8 000 \$
Keleny inc.	Service de traduction de l'anglais vers le français	Gré à gré	1 020 \$
Keleny inc.	Service de traduction du persan à l'anglais	Gré à gré	1 950 \$
Keleny inc.	Service de traduction de l'espagnol vers le français	Gré à gré	1 140 \$
Keleny inc.	Témoignage à la cour pour attester de la validité de la traduction de fichiers audio du persan vers l'anglais	Gré à gré	1 050 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Lavoie, Marie-Claude (sténographe)	Service de transcription	Gré à gré	2 000 \$
Les Placements Monfer inc. (Hôtel Fermont)	Réservation de chambres d'hôtel	Gré à gré	2 040 \$
Les Voyages Laurier du Vallon inc.	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 121 \$
Levio Conseils inc.	Travaux en architecture dans le domaine des technologies de l'information	Gré à gré	3 332 \$
Manoir du Lac Delage inc.	Location d'une salle, de chambres et de restauration pour la réunion pour la rencontre de gestion du Bureau de Québec	Gré à gré	1 706 \$
Marketing Léger inc.	Service de sondage Omnibus et de compilation de données	Gré à gré	3 500 \$
Marquis, Paula (Conseil en GMO)	Services-conseils pour l'élaboration et la rédaction de descriptions d'emploi et de questionnaires d'analyse d'emploi d'encadrement	Gré à gré	9 500 \$
Martel express [Trois-Rivières] ltée	Service de réaménagement des locaux du DPCP au Palais de justice de Trois-Rivières	Gré à gré	1 940 \$
Martinez, David (traducteur)	Service de traduction et de transcription	Gré à gré	1 956 \$
Massothérapie M.E. inc.	Service d'expert en massothérapie	Gré à gré	7 000 \$
Mathieu, David (002)	Service d'expert en neurochirurgie	Gré à gré	2 500 \$
Méchoui Nord-Sud & Cie	Service de traiteur lors de la tenue de l'École des poursuivants	Gré à gré	7 750 \$
Monette express [Québec] (141273 Canada inc.)	Service de déménagement de deux imprimantes de Rivière-du-Loup à Québec	Gré à gré	1 152 \$
Monette express [Québec] (141273 Canada inc.)	Service de transport et d'installation de mobilier de Québec à Longueuil	Contrat par appel d'offres sur invitation	1 850 \$
Paquette, Sarah	Service d'expert en pédopornographie	Gré à gré	2 000 \$
Party de Pizza sur B.B.Q. cuit à domicile enr.	Service de traiteur pour la réunion du bureau de l'Est	Gré à gré	1 811 \$
Pelletier, Sylvain (peintre)	Travaux de peinture dans un bureau du Complexe Jules-Dallaire	Gré à gré	1 425 \$
Propair inc.	Services aériens de passagers	Gré à gré	62 146 \$ ¹
Pyrotech Bei inc.	Service d'expert en génie mécanique	Gré à gré	9 000 \$
Référence Média	Service de veille médiatique et parlementaire	Gré à gré	1 943 \$
Référence Média	Service de veille médiatique et parlementaire	Gré à gré	1 793 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation - Construire ensemble le sens au travail : Pour soi et pour les autres	Gré à gré	4 250 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Cotisation annuelle au Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Gré à gré	3 498 \$
Rénovation Frangiosa inc.	Travaux d'aménagement à Laval	Gré à gré	1 275 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Sandwicherie Fastoche inc.	Service de traiteur lors de la rencontre de la Direction générale de l'administration	Gré à gré	2 467 \$
Sandwicherie Fastoche inc.	Service de traiteur pour la rencontre du Bureau des affaires pénales	Gré à gré	3 798 \$
Siemens	Service d'entretien préventif du système de sécurité	Gré à gré	11 880 \$
Solti solutions TI inc.	Formation — Langage SQL	Gré à gré	1 840 \$
Solutions XMedius inc., Les	Service de soutien technique et support des solutions OpenText	Gré à gré	5 400 \$
Stenoexpress	Service de transcription	Gré à gré	1 505 \$
Technologies Ion inc.	Service de travaux électriques et informatiques au Centre de commerce mondial de Montréal	Gré à gré	8 027 \$
TLBC inc.	Formation — Initialiser votre plan de continuité des activités	Gré à gré	1 997 \$
TradAction International	Service de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	1 236 \$
Traduction Proteus inc.	Service de traduction	Gré à gré	2 981 \$
Traductions Guy Demers inc.	Service de traduction de l'anglais vers le français	Gré à gré	3 075 \$
Traductions Guy Demers inc.	Service de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	11 845 \$
Traductions Guy Demers inc.	Service de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	5 270 \$
Traductions Guy Demers inc.	Service de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	3 404 \$
Traductions KLM inc.	Service de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	1 226 \$
Traductions Waterhouse inc., Les	Services de traduction du français vers l'anglais	Gré à gré	7 900 \$
United Airlines	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 559 \$
Versalys inc.	Formation One Note et Teams de la suite Microsoft 365	Gré à gré	4 440 \$
Viau Quesnel, Charles	Service d'expert en sciences cognitives	Gré à gré	8 500 \$
Vitrerie Global	Service d'aménagement du Complexe Jules-Dallaire	Gré à gré	1 945 \$
Viva Innovation	Service de mise en place et de gestion des certificats SSL et configuration des DNS	Gré à gré	1 305 \$
Vogt, Bettina	Service de traduction de l'anglais vers l'allemand	Gré à gré	1 500 \$
Voyages Abitibi inc.	Services aériens de passagers	Gré à gré	154 716 \$ ¹
Voyages CAA-Québec	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 120 \$
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Services aériens de passagers	Gré à gré	1 182 \$
Willard Traiteur inc.	Service de traiteur lors de la tenue de l'école des poursuivants	Gré à gré	9 460 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Contrat d'expert en pathologie	Gré à gré	10 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant engagé
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	5 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	6 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	5 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 320 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	3 600 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	1 320 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	9 600 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	3 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	6 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	3 600 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	5 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	4 800 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	2 400 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	5 000 \$
Yann Dazé M.D. inc.	Service d'expert en pathologie	Gré à gré	6 000 \$
YRH inc.	Service d'expert en ingénierie des télécommunications	Gré à gré	7 650 \$
		Total	1 233 979 \$

¹ Regroupement de plusieurs factures entre 1 000 \$ et 24 999 \$.

Pour les contrats de 25 000 \$ et plus, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Q_{uestion} 07	LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE; B. LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS; C. LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX; D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT; E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.
-----------------------------------	---

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans celles diffusées sur le système électronique d’appels d’offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Question 08	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 : A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT; B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE); C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS; D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ; E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT; F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT; G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT; H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-------------	---

Les informations relatives aux contrats octroyés à des prestataires de services externes sont disponibles dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/>.

De plus, la liste mensuelle des engagements financiers associés à des contrats de plus de 25 000 \$ du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), lesquels feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, sont diffusés sur le site Internet du gouvernement du Québec à la page dédiée au DPCP :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

Question09	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER : A) LE NOM DU PROJET ; B) LA NATURE DU PROJET ; C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ; D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ; E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ; F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ; G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ; H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ; I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ; J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ; K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE : -LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS. M) NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2023-2024.
-----------------------	---

Le **Tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec** présente à la population l'état des projets dont le coût est supérieur à 500 000 \$ et dont la phase d'exécution est débutée. Cet état est déterminé en fonction du respect des paramètres d'autorisation du projet, soit le coût, la portée et l'échéancier. Ces informations sont disponibles à l'adresse suivante : [Accueil- Tableau de bord des projets de l'administration publique \(gouv.qc.ca\)](#).

Question 11

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2023-2024 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A. LA PHOTOCOPIE;
B. LE MOBILIER DE BUREAU;
C. L'AMEUBLEMENT;
D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;
E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

A. AU QUÉBEC;
B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

	Dépenses
Photocopie	Non disponible
Mobilier de bureau et ameublement	120 \$
Décoration et embellissement	129 \$
Distributeurs d'eau de source	45 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	29 629 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	5 811 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	2 836 \$
TOTAL	38 570 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet* et sur les sommes versées aux fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Q12 Question 12	DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL; C. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS; D. LE COÛTS D'UTILISATION DES APPAREILS; E. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; F. LES NOMS DES FOURNISSEURS; G. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES; H. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; I. LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; J. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU; K. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS, AINSI QUE LA MARQUE ET LE MODÈLE DE CHAQUE APPAREIL.
---------------------------------------	--

Les coûts d'acquisition et de service mensuels sont payés par le ministère de la Justice (MJQ) qui agit à titre de fournisseur de services pour le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP). Le DPCP rembourse les coûts de télécommunication mobile au MJQ par le biais d'une entente de services. Ces informations sont donc incluses dans les données du MJQ.

Au surplus, l'information est diffusée sur une base trimestrielle sur le site [Quebec.ca](https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198) en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphe 25).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198>

Question 13	A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)
-------------	--

Les réponses à ces questions seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 13	D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
-------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 13	E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)
-------------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	H. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	I. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)
------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	J. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13

K. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13

L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q _{uestion} 13	M. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES
-------------------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux		Étude des crédits 2024-2025	
Question	13	N.	LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13	O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
-------------	---

Aucun poste n’a été aboli en 2023-2024.

Question 13	P. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
-------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Q _{uestion} 13	Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION
-------------------------	---

		2023-2024
Nombre de postes vacants réguliers		
BUREAU DU DIRECTEUR		3
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		4
SERVICE DE LA GESTION DES BIENS SAISIES		2
DIRECTION DES COMMUNICATIONS		4
BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS		2
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES		7
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE		1
QUÉBEC		5
EST DU QUÉBEC		3
CENTRE-DU-QUÉBEC		5
SUD DU QUÉBEC		7
MONTRÉAL		11
OUEST DU QUÉBEC		5
NORD-DU-QUÉBEC		8
BUREAU DE SERVICE CONSEIL		7
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE		0
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES		8
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION		21
Sous-total – Postes vacants réguliers		103

Nombre de postes vacants – accordés par CT - projets spéciaux (occasionnels)	
PROVISION POUR AUGMENTER TOUT CRÉDIT POUR DES INITIATIVES CONCERNANT LES REVENUS (PACIR)	10
LOI SUR LES CONTRAVENTIONS	0
PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	3
STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES	5
PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	0
COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX (CETM)	1
COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESM)	1
Sous-total – Postes vacants – accordés par CT - projets spéciaux (occasionnels)	20
TOTAL	123

Source : SAGIR, données au 3 mars 2024, DRH

Question 14	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 : A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES; B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.
-------------	---

- A. La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- B. Pour l'exercice financier 2023-2024, aucun taux de remplacement n'a été fixé au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).
- C. Au total, le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats au DPCP durant la période du 1^{er} avril 2023 au 3 mars 2024 s'élève à 18.

Question 15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
H. LA DURÉE DU BAIL;
I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT;
K. S'IL S'AGIT D'UN RENOUVELLEMENT DE BAIL OU D'UN BAIL CONCERNANT UNE NOUVELLE ADRESSE;
L. EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.

Emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
725, rue Harvey, Alma (Qc) G8B 1P5	40 688 \$	249,05 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
851, 3 ^e Rue, Amos (Qc) J9T 2T4	59 165 \$	322,47 m²	358 229 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
891, 3 ^e Rue, Amos (Qc) J9T 2T4	111 185 \$	485,63 m²	71 050 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
27, boulevard Saint-Benoît, Amqui (Qc) G5J 2E4	5 939 \$	23,46 m²			2028-12-31	Municipalité régionale de comté de Matapédia
71, avenue Mance, Baie-Comeau (Qc) G4Z 1N2	70 686 \$	273,42 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
30, rue John, Campbell's Bay QC J0X 1K0	16 315 \$	55,75 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
17, rue Lacroix, Carleton-sur-Mer (Qc) G0C 1J0	12 360 \$	58,68 m²			2027-10-31	Maison Monti enr.

Emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
860, 3 ^e Rue, Chibougamau (Qc) G8P 1P9	3 070 \$	15,59 m ²			2025-04-30	Les immeubles du Nord
1680, boulevard Saint-Joseph, Drummondville (Qc) J2C 2G3	91 391 \$	419,58 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
134, Route 138, Forestville (Qc) G0T 1E0	1 712 \$	11,33 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau (Qc) J8X 4C2	507 638 \$	1 733,02 m ²	9 203 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
77, rue Principale, Granby (Qc) J2G 9B3	114 480 \$	684,92 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
450, rue Saint-Louis, Joliette (Qc) J6E 2Y8	240 689 \$	1 082,94 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
Kuujuaq (Qc)	91 566 \$	109,79 m ²	203 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
604, Siuralikuut Street, Kuujuaq (Qc) J0M 1C0	26 874 \$	68,42 m ²			2027-03-31	Administration Régionale Kativik
30, chemin de la Vallée, La Malbaie (Qc) G5A 1A3	62 773 \$	161,74 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
655, 2 ^e Rue, La Sarre (Qc) J9Z 2Y9	2 542 \$	11,55 m ²			2028-05-31	Les immeubles Norbi inc.
290, rue Saint-Joseph, La Tuque (Qc) G9X 3Z8	35 290 \$	176,97 m ²			2035-05-14	Société en commandite Carrefour La Tuque (1995)
2800, boulevard Saint-Martin, Laval (Qc) H7T 2S9	403 976 \$	1 278,29 m ²	6 383 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
1255, chemin du Tremblay, Longueuil (Qc) J4N 0G3	186 808 \$	648,68 m ²			2028-01-31	Rocheport, Daniel
2178, rue du Colisée, Longueuil (Qc) J4N 0H3	179 776 \$	617,46 m ²			2028-01-31	Rocheport, Daniel
25, boulevard La Fayette, Longueuil (Qc) J4K 5C7	14 413 \$	43,14 m ²			2027-11-30	Imm. Redbourne South Shore inc.
2555, boulevard Roland-Therrien, Longueuil (Qc) J4M 2J4	303 976 \$	1 469,78 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
266, rue Notre-Dame, Maniwaki (Qc) J9E 2J8	40 093 \$	194,12 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
382, avenue Saint-Jérôme, Matane (Qc) G4W 3B3	21 131 \$	81,53 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures

Emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
597, avenue du Phare, Matane (Qc) G4W 4L6	81 497 \$	394,62 m ²			2025-12-31	9272-4053 Québec inc.
40, avenue de l'Hôtel-De-Ville, Mont-Joli (Qc) G5H 1W8	3 443 \$	35,68 m ²			2025-03-31	Corporation municipale de Mont-Joli
645, rue de la Madone, Mont-Laurier (Qc) J9L 1T1	111 319 \$	296,91 m ²	207 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
110, avenue Jacques-Cartier, Montmagny (Qc) G5V 0G5	203 132 \$	389,14 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
1, rue Notre-Dame, Montréal (Qc) H2Y 1B6	1 829 876 \$	7 308,62 m ²	27 343 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
380, rue Saint-Antoine, Montréal (Qc) H2Y 3X7	1 697 783 \$	3 695,20 m ²	7 613 \$		2027-12-31	747, rue Square Victoria inc.
410, rue de Bellechasse, Montréal (Qc) H2S 1X3	469 731 \$	1 574,69 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
450, boulevard Gouin, Montréal (Qc) H3L 3W3	311 036 \$	702,20 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
87, boulevard Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle (Qc) G0C 1Z0	70 968 \$	234,50 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
124, route 132, Percé (Qc) G0C 2L0	68 755 \$	192,92 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
Route Puvirnituk, Puvirnituk (Qc) J0M 1P0	32 177 \$	39,96 m ²			2028-01-31	Association coopérative de Povungnituk
2828, boulevard Laurier, Québec (Qc) G1V 0B9	1 956 280 \$	5 923,55 m ²			2026-01-31	Complexe Jules-Dallaire inc.
300, boulevard Jean-Lesage, Québec (Qc) G1K 8K6	693 178 \$	2 917,39 m ²	1 678 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
1665, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec (Qc) G1N 3Y7	3 171 \$	29,20 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
400, boulevard Jean-Lesage, Québec (Qc) G1K 8W1	138 561 \$	603,47 m ²			2027-01-31	Édifice Les Façades inc.
183, avenue de la Cathédrale, Rimouski (Qc) G5L 5J1	497 123 \$	1 128,62 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
186, rue Fraser, Rivière-du-Loup (Qc) G5R 5S	97 614 \$	361,80 m ²			2024-02-15 Voir note 3	Société québécoise des infrastructures

Emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
53, boulevard de l'Anse, Roberval (Qc) G8H 1Z1	120 729 \$	394,44 m²			2025-03-31	Distillerie Beemer inc.
750, boulevard Saint-Joseph, Roberval (Qc) G8H 2L5 Incendie mai 2021 (remplacement d'espace à Alma)	16 011 \$	142,75 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
180, boulevard Rideau, Rouyn-Noranda (Qc) J9X 1N9	140 540 \$	514,65 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
2, avenue du Palais, Rouyn-Noranda (Qc) J9X 2N9	15 498 \$	50,28 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
227, rue Racine, Saguenay (Qc) G7H 7B4	211 007 \$	747,97 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
10, boulevard Sainte-Anne, Sainte-Anne-des-Monts (Qc) G4V 1P3	19 948 \$	101,83 m²			2026-04-30	Logistique Polar inc.
1385-1395, rue Daniel-Johnson Est, Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 7Y6	111 648 \$	543,13 m²			2026-12-31	Les immeubles Robin inc.
3800, rue Cusson, Saint-Hyacinthe (Qc) J2S 8V6	23 046 \$	112,11 m²			2026-12-31	Les immeubles Robin inc.
109, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu (Qc) J3B 2C2	195 993 \$	691,10 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
25(Annexe), rue de Martigny, Saint-Jérôme (Qc) J7Y 4Z1	1 062 223 \$	2 595,54 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
795, avenue du Palais, Saint-Joseph-de-Beauce (Qc) G0S 2V0	78 814 \$	348,31 m²	3 908 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
74, rue Académie, Salaberry-de-Valleyfield (Qc) J6T 0B8	432 832 \$	1 256,34 m²	13 635 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
106, rue Napoléon, Sept-Îles (Qc) G4R 3L7	99 442 \$	441,25 m²			2027-09-30	Appartements Mingan
425, boulevard Laure, Sept-Îles (Qc) G4R 1X6	26 733 \$	81,88 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
212, 6 ^e Rue de la Pointe, Shawinigan (Qc) G9N 8B6	113 210 \$	445,10 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
375, rue King, Sherbrooke (Qc) J1H 6B9	230 421 \$	1 048,72 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
46, rue Charlotte, Sorel-Tracy (Qc) J3P 6N5	74 445 \$	267,10 m²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures

Emplacement de la location	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2023	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
693, rue Saint-Alphonse, Thetford Mines (Qc) G6G 3X3	68 554 \$	221,34 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
850, rue Hart, Trois-Rivières (Qc) G9A 1T9	202 621 \$	699,40 m ²	614 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
878, rue de Tonnancour, Trois-Rivières (Qc) G9A 4P8	144 047 \$	698,82 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
900, 7 ^e Rue, Val-d'Or (Qc) J9P 3P8	159 058 \$	349,56 m ²	2 360 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
800, boulevard des Bois-Francis, Victoriaville (Qc) G6P 5W5	115 328 \$	484,12 m ²	614 \$		Voir note 2	Société québécoise des infrastructures
8, rue Saint-Gabriel, Ville-Marie (Qc) J9V 1Z9	13 576 \$	58,47 m ²			Voir note 2	Société québécoise des infrastructures

Note 1 : L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans celles diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du gouvernement du Québec à la page dédiée au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4 paragraphe 27).

- <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires> (Frais de bail de location ou d'entente de location)

Note 2 : Le document contractuel intervenu entre la Société québécoise des infrastructures (SQI) et le DPCP est une entente d'occupation. Celle-ci, contrairement à un bail, n'a pas de durée déterminée.

Note 3 : Le bail du 186, rue Fraser à Rivière-du-Loup a été engagé par la SQI pour la durée des travaux au 33, rue de la Cour à Rivière-du-Loup. L'édifice au 33, rue de la Cour a repris ses activités et la SQI devrait reprendre la facturation de cette adresse au début de l'année 2024-2025.

Note 4 : Les coûts d'aménagement depuis le 1^{er} avril 2023 correspondent à ceux indiqués et totalisés à la fiche PLQ.7.

Q_{uestion} 16	CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024, FOURNIR : A. LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS; B. LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI; C. LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL; D. LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.
-----------------------------------	---

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales ne comptait aucun actif immobilier excédentaire en 2023-2024.

Question 17	POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT : A. LES DATES DES TRAVAUX; B. LES COÛTS; C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.
-------------	---

Endroit	Coût	Firme ayant effectué les travaux
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	43 \$	Fonds de placement immobilier Allied
2828, boulevard Laurier, Québec	1 763 \$	Pelletier, Sylvain (peintre)
Total	1 806 \$	

Question 19	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT : A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
------------------------	--

Aucune.

Question 22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT : A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.); B. PAR CATÉGORIE D'ÂGE; C. PRÉVISIONS 2024-2025.
------------------------	--

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE. VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.
------------------------	---

Fournisseur	Coût	Description
Code Ducharme inc., Le	440 \$	Abonnement publications (format papier)
Communication CNW Québec inc.	24 263 \$	Abonnement médias (format électronique)
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	2 100 \$	Abonnement au Courrier parlementaire (LCP)
Daubert Tracker, LLC	450 \$	Abonnement à une base de données numériques
Éditions SR inc., Les	4 434 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	115 \$	Abonnement publications (format papier)
Éditions Yvon Blais inc., Les	598 \$	Abonnement publications (format papier)
Fonds des biens et des services (MESS)	125 \$	Abonnement publications (format papier)
Lexisnexis Canada inc.	91 239 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
Librairie Wilson & Lafleur inc.	4 801 \$	Abonnement publications (format papier)
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	258 113 \$	Abonnement à un site spécialisé de recherches Internet
Thomson Reuters Canada Limitée	480 549 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
Wilson & Lafleur ltée	445 \$	Abonnement publications (format papier)
Wolters Kluwer Canada Limited	1 385 \$	Abonnement publications (formats papier et électronique)
Total	869 057 \$	

Question 25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.
-------------	--

Aucune somme n'a été déboursée pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, ni en billets d'événements et de conférences organisées par la chambre de commerce, en réservation de loges, en frais payés pour devenir membre d'un club privé ou autre.

Question 26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A. LE NOM DU SITE WEB; B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »); G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE; I. LES NOMS DE DOMAINES RÉSERVÉS; J. LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.
------------------------	---

Aucun site Internet.
Les citoyens peuvent consulter la section du DPCP sur [Quebec.ca](https://quebec.ca) depuis le 28 septembre 2022.

Question 30	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Question 32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2023-2024 DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CONFIRMÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN JANVIER 2024 POUR 2024-2025.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
------------------------	---

Système national de repérage

Dans le cadre du programme de subventions versées à une catégorie de bénéficiaires au sein de Sécurité publique Canada, une entente a été signée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 24 février 2022. En vertu de cette entente, pour l'exercice financier 2023-2024, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a obtenu un financement de 166 507 \$ pour le Système national de repérage.

Sécurité publique Canada accorde ce financement dans le but d'accroître la capacité des provinces et des territoires d'identifier et de retracer des délinquants violents à risque élevé susceptibles de nuire à la sécurité publique.

Le Système national de repérage permet aux procureurs du DPCP de repérer les délinquants violents à risque élevé. En général, les délinquants considérés comme susceptibles de faire l'objet d'une demande de déclaration de délinquants dangereux ou de délinquants purgeant une peine de longue durée, s'ils viennent à commettre une nouvelle infraction, sont fichés dans le système national du Centre d'information de la police canadienne. Ainsi, s'ils commettent effectivement une nouvelle infraction, les procureurs sont rapidement alertés de leur situation et des mesures sont prises pour envisager une demande de déclaration de délinquant dangereux ou de délinquant purgeant une peine de longue durée.

Administration de la *Loi sur les contraventions*

Également, le 6 mai 2013, un accord relatif à l'administration de la *Loi sur les contraventions* a été conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour lequel le DPCP recevra un remboursement estimé à 475 716 \$¹ pour l'année financière 2023-2024.

Cet accord prévoit notamment la poursuite des contraventions, l'imposition et l'exécution du paiement des amendes et des frais afférents aux contraventions commises dans la province ainsi que sur le partage avec cette province des amendes et des frais perçus qui ont été imposés en vertu de la *Loi sur les contraventions*.

¹ Il s'agit d'une estimation en raison que les données seront rendues disponible à la suite de la fermeture de l'année financière 2023-2024.

Question 34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.
-------------	---

Les primes au rendement et bonis payés aux professionnels et fonctionnaires ont été abolis au 1^{er} avril 2019 à la suite de l'adoption des nouvelles conditions de travail. De ce fait, aucune prime n'a été versée.

* source : SAGIR, données au 3 mars 2024.

Question 36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.
-------------	--

Aucune indemnité de départ, incluant une somme versée pour bris de contrat, n'a été payée entre le 1^{er} avril 2023 et le 3 mars 2024.

* Source : SAGIR données en date du 3 mars 2024.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL); B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES; D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI; E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.
------------------------	---

- A. Selon la programmation des investissements et dépenses en ressources informationnelles 2023-2024, la dépense totale en ressources informationnelles (opération et capital) s'élève à 17 262 000 \$.
- B. Les informations sont disponibles au tableau de bord des projets en ressources informationnelles du gouvernement du Québec : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/mode-liste/>.
- C. Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits budgétaires.
- D. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- E. La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).
-------------	---

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.
-------------	--

Nom de l'association	Coût total
Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)	50 \$
Association des archivistes du Québec	580 \$
Association nationale des procureurs	257 \$
Barreau du Nouveau-Brunswick ¹	200 \$
Barreau du Québec	1 501 279 \$
Barreau du Québec ²	100 \$
Chambre des notaires du Québec	2 943 \$
Coalition québécoise contre la traite des personnes	50 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	7 500 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	3 498 \$
Société de criminologie du Québec	50 \$
Total	1 516 507 \$

¹ Cotisation spéciale pour M^e Annie-Claude Breton afin d'exercer au Nouveau-Brunswick.

² Cotisation spéciale pour M^e Alex Turcotte afin d'exercer au Nouveau-Brunswick.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Renseignements généraux

Étude des crédits 2024-2025

Question 43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A. LA DATE; B. LA NATURE; C. LES QUESTIONS POSÉES; D. LES RÉPONSES; E. LA FIRME RETENUE; F. LES COÛTS.
-------------	--

Sujet du sondage	Firme	Coût
Réalisation d'un sondage portant sur la connaissance et la perception de la population québécoise à l'égard du Directeur des poursuites criminelles et pénales	Léger	3 500 \$
Réalisation d'une étude sur l'expérience des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale durant le parcours judiciaire.	Institut de la statistique du Québec	20 000 \$

Question 49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : LLL) TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.
-------------	---

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve dans les Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question 50	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A. NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; B. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2024; C. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ. D. PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E. NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.
------------------------	--

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question 51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 AU SUJET DE L'ACQUISITION DE MATÉRIEL POUR FINS DE TÉLÉTRAVAIL (TABLETTES, CELLULAIRES, AMÉNAGEMENT DE BUREAU, REMBOURSEMENT DE FRAIS D'INTERNET, ETC.)
-------------	---

Aucune somme dépensée en 2023-2024 pour l'acquisition de matériel aux fins de télétravail.

Question 52	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 :
	A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

A. 27 076 \$¹

B.

RESSOURCES EXTERNES (FOURNISSEURS)	CONTRAT (TITRE DE LA FORMATION)	SOMMES DÉPENSÉES 2023-2024
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Problématiques de santé mentale au travail : particularités et enjeux de gestion	1 250 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Troubles de la personnalité : particularités et enjeux de gestion	3 125 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Réintégration au travail - La contribution essentielle du gestionnaire	6 600 \$
Barreau du Québec	Les avocats québécois plus stressés que les autres?	297 \$
Barreau du Québec	La santé mentale au travail, c'est l'affaire de tous!	135 \$
Barreau du Québec	La profession à l'heure de la pandémie – La gestion du stress et de l'anxiété	103 \$
Barreau du Québec	Série Santé mentale; stress anxiété	12 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Obligations de l'employeur - Prévention de la violence conjugale	325 \$
Anima conférences et formations	Bonheur au travail, indissociables!	2 500 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Prévention des risques psychosociaux	350 \$
Alliance des cadres de l'État	Conférence : Le plaisir au travail, c'est sérieux	100 \$
Anima conférences et formations	Bonheur, joie de vivre et bien-être au travail	2 619 \$
APSSAP	Activité de développement information	45 \$
Barreau du Québec	Harcèlement psychologique : Constats, distinctions et modes d'interventions	144 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Construire ensemble le sens au travail : pour soi et pour les autres	3 825 \$
Francopol	Séminaire annuel de la Chaire UQTR-ENPQ	893 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)	Approche préventive en santé et sécurité au travail	426 \$
Anima conférences et formations	Indice du bonheur au travail	3 942 \$
APSSAP	Activité de développement en santé et sécurité	13 \$

¹ Depuis le 1^{er} avril 2021, les services et les activités afférentes au Programme d'aide aux employés sont pris en charge par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), lequel assure le financement centralisé. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales n'est donc pas facturé par le SCT.

Question 53 « Suite »

Université Laval	Travail et santé mentale	372 \$
------------------	--------------------------	--------

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles dans le Système électronique d'appel d'offres <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Question 54	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.
-------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans celles diffusées sur une base trimestrielle sur le site Quebec.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198>

Question 55	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024. INDIQUER : A) LE LIEU; B) LE COÛT; C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.
-------------	--

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans celles diffusées sur une base trimestrielle sur le site Quebec.ca en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (article 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/depenses-salaires#c139198>

Question 56	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024 : A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C) L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.
------------------------	---

Aucun.

Question 57	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024 : A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2023-2024 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.
------------------------	---

A. Le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques

Outre la procureure en chef du Bureau du directeur, M^e Marie-France Gagnon, et la directrice des communications, M^{me} Geneviève Lebel, les 10 personnes suivantes composent la Direction des communications (DCOM) au 29 février 2024 :

- M^{me} Annie Bilodeau, technicienne en administration;
- M^{me} Helsa Blanchet, technicienne en administration;
- M^{me} Isabelle Boily, coordonnatrice des communications et adjointe exécutive;
- M^{me} Anne-Marie Bourgault, étudiante en intégration multimédia;
- M^{me} Joanie Brouillette-Cossette, conseillère en communication;
- M. Julien Cloutier, conseiller en communication;
- M. Luc Fournier, conseiller en communication;
- M^e Patricia Johnson, procureure aux poursuites criminelles et pénales et porte-parole adjointe;
- M^{me} Catherine Lévesque-Matte, traductrice et graphiste;
- M^{me} Christine Richard, conseillère en communication.

B. Le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques :

Un montant de **87 393 \$ au 29 février 2024** a été dépensé par la DCOM.

D. Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la DCOM. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées :

Les sommes investies en veille médiatique au sein de la DCOM sont ventilées de la façon suivante :

- Référence Média : 8 289 \$;
- Cision Canada inc. : 21 963 \$;
- CNW Cision : 23 428 \$.

Question 58	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION; B) LE TYPE D'INCIDENTS; C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.
------------------------	---

En ce qui a trait à l'information recherchée, ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la *Loi sur l'accès*.

Question 59	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016. A. NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B. HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C. RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.
-------------	---

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
114	1 623 442 \$

Stagiaires 2023-2024 – SAGIR, données au 3 mars 2024, DRH

Question 71	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2022-2023 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D. LE MONTANT ACCORDÉ; E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE.
-------------	--

Les informations relatives aux contrats octroyés à des prestataires de services externes sont disponibles dans le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/>.

De plus, la liste mensuelle des engagements financiers associés à des contrats de plus de 25 000 \$ du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), lesquels sont diffusés sur le site Internet du gouvernement du Québec à la page dédiée au DPCP :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/directeur-poursuites-criminelles-penales/acces-information/contrats-engagements-financiers>.

Question72	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION EN 2023-2024 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D’ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-----------------------	--

L’information concernant les demandes d’accès à l’information sera présentée dans le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Question 73	POUR 2023-2024, LE NOMBRE DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE. POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.
------------------------	---

Il n’y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question 74	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.
-------------	---

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	HONORAIRE
COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	ÉVALUER, TOUS LES QUATRE ANS, SI LA RÉMUNÉRATION, LES RÉGIMES COLLECTIFS, LES CONDITIONS DE TRAVAIL QUI ONT DES INCIDENCES PÉCUNIAIRES, CELLES QUI CONCERNENT LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL SONT ADÉQUATS. LE RAPPORT DU COMITÉ EST DÉPOSÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE QUI PEUT APPROUVER, MODIFIER OU REJETER, EN TOUT OU EN PARTIE, LES RECOMMANDATIONS.	GILLES PAQUIN : 45 588 \$ JOËLLE L'HEUREUX : 71 025 \$ YVES MORIN : 35 634 \$